

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C - 2015/27240]

**17 DECEMBRE 2015. — Décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne  
pour l'année budgétaire 2016 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'année budgétaire 2016, les recettes courantes de la Wallonie sont estimées à 11.081.905 milliers d'euros, conformément au Titre I<sup>er</sup> du tableau annexé au présent décret.

**Art. 2.** Pour l'année budgétaire 2016, les recettes en capital de la Wallonie sont estimées à 784.066 milliers d'euros, conformément au Titre II du tableau annexé au présent décret.

**Art. 3.** Les impôts et les taxes perçus au profit de la Wallonie existants au 31 décembre 2015 seront recouvrés pendant l'année 2016 d'après les lois, décrets, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre du Budget est autorisé à couvrir, par des emprunts, lesquels peuvent être émis tant en Belgique qu'à l'étranger, en euro qu'en monnaies étrangères :

1° le financement des dépenses budgétaires non couvertes par les recettes budgétaires;

2° le remboursement des emprunts et des obligations non encore amorties des emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères dont l'échéance finale se situe en 2016;

3° le remboursement par anticipation de tout ou partie d'emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels d'émission ou des conventions d'emprunt;

4° les opérations de gestion journalières du Trésor ou les opérations de gestion financière réalisées dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris les placements nécessaires à leur bonne fin.

§ 2. Le Ministre du Budget est autorisé à convertir, avec l'accord des porteurs et aux conditions du marché, tout ou partie d'emprunts existants en emprunts du type « Billets de trésorerie à long terme » et d'en adapter l'échéance.

**Art. 5.** Le Ministre du Budget est autorisé :

1° à créer des billets de trésorerie ou d'autres instruments de financement portant intérêt, à concurrence du montant des emprunts à contracter et ce aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, en euro et en monnaies étrangères;

2° à conclure toute opération de gestion journalière du Trésor ou toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris la conclusion de conventions de placement nécessaires à leur bonne fin, dans le respect du principe de prudence;

3° en ce qui concerne les emprunts privés émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et termes de remboursement;

4° en ce qui concerne les emprunts émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à conclure des opérations financières de gestion visées à l'article 7, 2°.

**Art. 6.** Les dépenses provisoires relatives à la constitution d'actifs (emprunts publics et billets de trésorerie à long terme) et les coûts annexes ainsi que les recettes afférentes à la réalisation de ces actifs constitués, les dépenses annexes et les revenus en découlant peuvent être enregistrés sur des comptes financiers spéciaux ouverts à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1° et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'Etat, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Les actifs constitués peuvent aussi être inscrits en comptes titres spéciaux ouverts au nom du Trésor wallon à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1° et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'Etat, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

**Art. 7.** Le Ministre du Budget est autorisé à porter en déduction des charges d'emprunts de la Wallonie :

1° les revenus de placements de produits d'emprunts en euro effectués dans le cadre des opérations de gestion du Trésor visées à l'article 5, 1° et 2°;

2° les revenus ou capitaux attribués à la Wallonie suite à des opérations de gestion du Trésor en matière de "swap" d'intérêts, d'arbitrages, de couvertures de risque telles que les options ou autres opérations réalisées au moyen d'emprunts de la Wallonie et aux fins d'en alléger les charges financières.

**Art. 8.** Les soldes de trésorerie de l'ex-OWDR peuvent être affectés à l'article 76.01 de la division 15 (Fonds en matière de politique foncière agricole).

**Art. 9.** A l'article D.361, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture, il est ajouté un 6° libellé comme suit :

« 6° les recettes provenant de l'attribution, dans le cadre d'un aménagement foncier, des biens immobiliers agricoles acquis par la Région wallonne, en application de l'article D.288, paragraphe 2, alinéa 6, moyennant attribution de la soulte prévue à l'article D.288, § 3. »

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Une redevance est prélevée en vue du financement des frais encourus par la CWaPE dans la mise en œuvre du mécanisme de certificats verts visé à l'article 37 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

§ 2. La redevance est due par les producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité faisant appel auprès de la CWaPE à l'octroi de certificats verts exploitant une installation d'une puissance nominale supérieure à 10 kilowatts (kW).

§ 3. La redevance est due par mégawattheure (MWh) dont un relevé d'index communiqué à la CWaPE à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 atteste la production et qui entre en ligne de compte pour l'octroi de certificats verts. Le taux unitaire de la redevance, exprimé en euro par mégawattheure (euro/MWh), est égal à la valeur d'une fraction, dont le numérateur est égal à 1.800.000 euros et le dénominateur est le nombre total estimé de MWh générés par les producteurs redevables du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2016.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. La CWaPE estime les productions d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité des redevables, en fonction des caractéristiques techniques des installations, des données historiques et des éléments extérieurs influençant la production.

La CwaPE calcule à partir de la production totale ainsi estimée le taux unitaire de redevance pour l'année 2016. Ce taux est applicable de manière uniforme à l'ensemble des redevables.

La CwaPE publie le taux de la redevance.

**Art. 12.** Le producteur s'acquitte de la redevance dans les deux mois de l'envoi des factures. Sous réserve d'erreurs matérielles, le retard de paiement rend de plein droit indisponibles les avoirs en comptes-titres de ce producteur auprès de la CWaPE. La CWaPE est habilitée à poursuivre auprès des débiteurs défaillants le recouvrement de la redevance.

La présente redevance est à charge des producteurs d'électricité verte redevables au sens de l'article 9 et ne peut être répercutée sur les consommateurs.

**Art. 13.** En application de l'article 6, 3°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le recouvrement des recettes non fiscales peut être abandonné par le receveur lorsque le coût du recouvrement est supérieur au montant du droit constaté.

**Art. 14.** L'article 253, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par les décrets des 6 décembre 2001 et 22 octobre 2003, est remplacé par ce qui suit :

« 5° des biens immobiliers situés en Région wallonne et repris dans le périmètre d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle ou d'une réserve forestière ou repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 et soumis au régime de protection primaire; ».

**Art. 15.** La P.M.E. qui a bénéficié d'une avance récupérable accordée sur la base du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies est dispensée de rembourser 50 % des montants que la Région wallonne a liquidés au titre de l'avance récupérable si elle a introduit une telle demande dans les 24 mois qui suivent la fin d'un programme de recherche ayant bénéficié de ladite avance.

**Art. 16.** A l'article 9 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, le point « E. Véhicules à moteur ou ensembles de véhicules destinés au transport de marchandises », remplacé par la loi du 8 avril 2002, est remplacé par ce qui suit :

« E. Véhicules à moteur ou ensembles de véhicules destinés au transport de marchandises

Lorsque la masse maximale autorisée du véhicule ou de l'ensemble de véhicules dépasse 3.500 kilogrammes, la taxe est fixée, selon le nombre d'essieux du véhicule et la nature de la suspension, d'après les barèmes suivants :

- 1. Véhicules à moteur solos

La masse maximale autorisée à prendre en compte pour l'application des tableaux I à IV est la masse maximale autorisée propre du véhicule à moteur.

Tableau I

Véhicule à moteur comportant au plus deux essieux :

MMA exprimée en kilo		1 ou 2 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	12 999	0.00	31.00
13 000	13 999	31.00	86.00
14 000	14 999	86.00	121.00
15 000	16 999	121.00	274.00
17 000	> 17 000	121.00	274.00

Tableau II

Véhicule à moteur comportant trois essieux :

MMA exprimée en kilo		3 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	14 999	31.00	54.00
15 000	16 999	31.00	54.00
17 000	18 999	54.00	111.00
19 000	20 999	111.00	144.00
21 000	22 999	144.00	222.00
23 000	> 25 000	222.00	345.00

Tableau III

Véhicule à moteur comportant quatre essieux :

MMA exprimée en kilo		4 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	22 999	144.00	146.00
23 000	24 999	144.00	146.00
25 000	26 999	146.00	228.00
27 000	28 999	228.00	362.00
29 000	> 31 000	362.00	537.00

Tableau IV

Véhicule à moteur comportant plus de quatre essieux :

MMA exprimée en kilo		4 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	12 999	0.00	0.00
13 000	13 999	0.00	0.00
14 000	14 999	0.00	0.00
15 000	15 999	0.00	0.00
16 000	16 999	0.00	14.00
17 000	17 999	0.00	14.00
18 000	18 999	14.00	32.00
19 000	19 999	14.00	32.00
20 000	20 999	32.00	75.00
21 000	21 999	32.00	75.00
22 000	22 999	75.00	97.00
23 000	23 999	97.00	175.00
24 000	24 999	97.00	175.00
25 000	25 999	175.00	307.00
26 000	26 999	175.00	307.00
27 000	27 999	175.00	307.00
28 000	28 999	175.00	307.00
29 000	29 999	175.00	307.00
30 000	30 999	175.00	307.00
31 000	> 31 000	175.00	307.00

- 2. Ensemble de véhicules

La masse maximale autorisée à prendre en compte pour l'application des tableaux V à X est la somme des masses maximales autorisées des véhicules qui font partie de l'ensemble.

Tableau V

Véhicule à moteur comportant deux essieux au plus et remorque ou semi-remorque comportant un seul essieu :

MMA exprimée en kilo		1 + 1 ou 2 + 1 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	15 999	0.00	0.00
16 000	17 999	0.00	14.00
18 000	19 999	14.00	32.00
20 000	21 999	32.00	75.00
22 000	22 999	75.00	97.00
23 000	24 999	97.00	175.00
25 000	> 27 000	175.00	307.00

Tableau VI

Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux :

MMA exprimée en kilo		2 + 2 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	22 999	30.00	70.00

MMA exprimée en kilo		2 + 2 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
23 000	24 999	30.00	70.00
25 000	25 999	70.00	115.00
26 000	27 999	115.00	169.00
28 000	28 999	169.00	204.00
29 000	30 999	204.00	335.00
31 000	32 999	335.00	465.00
33 000	> 37 000	465.00	706.00

Tableau VII

Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux :

MMA exprimée en kilo		2 + 3 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	35 999	370.00	515.00
36 000	37 999	370.00	515.00
38 000	> 39 999	515.00	700.00

Tableau VIII

Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux au plus :

MMA exprimée en kilo		3 + 1 ou 3 + 2 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	35 999	327.00	454.00
36 000	37 999	327.00	454.00
38 000	39 999	454.00	628.00
40 000	> 43 000	628.00	929.00

Tableau IX

Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux :

MMA exprimée en kilo		3 + 3 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	35 999	186.00	225.00
36 000	37 999	186.00	225.00
38 000	39 999	225.00	336.00
40 000	> 43 000	336.00	535.00

Tableau X

Ensemble de véhicules présentant une configuration autre que celles spécifiées aux tableaux V à IX :

MMA exprimée en kilo		Autres	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
de	à	Montants exprimés en euro	
3 501	15 999	0.00	0.00
16 000	16 999	0.00	14.00
17 000	17 999	0.00	14.00
18 000	18 999	14.00	32.00
19 000	19 999	14.00	32.00
20 000	20 999	32.00	75.00
21 000	21 999	32.00	75.00
22 000	22 999	75.00	97.00
23 000	23 999	97.00	175.00
24 000	24 999	97.00	175.00
25 000	25 999	175.00	307.00
26 000	26 999	175.00	307.00
27 000	27 999	175.00	307.00
28 000	28 999	175.00	307.00
29 000	29 999	204.00	335.00
30 000	30 999	204.00	335.00
31 000	31 999	335.00	465.00
32 000	32 999	335.00	465.00
33 000	33 999	465.00	706.00
34 000	34 999	465.00	706.00
35 000	35 999	465.00	706.00
36 000	36 999	465.00	706.00
37 000	37 999	465.00	706.00
38 000	38 999	465.00	706.00
39 000	39 999	465.00	706.00
40 000	40 999	465.00	706.00
41 000	41 999	465.00	706.00
42 000	42 999	465.00	706.00
43 000	> 43 000	465.00	706.00

Mesures relatives aux véhicules ancêtres

**Art. 17.** Dans l'article 10 du même Code, au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, modifié pour la dernière fois par la loi du 25 janvier 1999, les mots, « vingt-cinq ans » sont remplacés par les mots « trente ans ».

**Art. 18.** Dans l'article 97<sup>quinqies</sup> du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, les mots « visé par l'article 2, § 2, alinéa 2, 7<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité » sont remplacés par les mots « mis en circulation depuis plus de trente ans et immatriculés sous l'une des plaques d'immatriculation visées à l'article 4, § 2, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ».

### CHAPITRE III. — Mesures en matière de droit d'enregistrement

#### Section 1<sup>re</sup> — Modifications apportées aux dispositions du Chapitre IV « Fixation des droits » du Code des droits d'enregistrement

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Transmissions à titre onéreux de biens immeubles

**Art. 19.** L'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié en dernier lieu par le décret du 19 décembre 2012, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Si la convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a pour objet l'acquisition d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, l'application du tarif de 12,5 % est subordonnée, à une déclaration certifiée et signée, dans ou au pied de la convention qui donne lieu à la perception du droit d'enregistrement proportionnel ou dans un écrit signé joint à cette convention, énonçant expressément que l'acquéreur, personne morale ou personnes physique ne possède pas la totalité ou au moins 33 % en pleine propriété ou en usufruit sur au moins deux autres immeubles, affectés en tout ou partie à l'habitation, situés en Belgique ou à l'étranger, abstraction faite des immeubles visés à l'article 44<sup>bis</sup>, alinéa 4.

En l'absence de cette déclaration, la convention est enregistrée au tarif établi par l'article 44*bis*; ce qui est perçu au-delà du tarif prévu par l'article 44 est restituable conformément à l'article 209, 1<sup>o</sup>, c), sur base de la déclaration de l'acquéreur reprenant la mention prévue à l'alinéa 2.

S'il s'avère que la déclaration visée à l'alinéa 2 est inexacte, les droits complémentaires découlant de l'application de l'article 44*bis* sont exigibles et l'acquéreur encourt une amende égale aux droits éludés ».

**Art. 20.** Dans le même Code, est inséré un article 44*bis* rédigé comme suit :

« Art. 44*bis* Le droit fixé à l'article 44 est porté à 15 % lorsque, à la date de la vente, l'échange ou toute convention translatrice à titre onéreux de propriété ou d'usufruit, à l'exclusion de la servitude, du droit d'usage et du droit d'habitation, ayant pour objet un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, l'acquéreur, personne morale ou personne physique, possède déjà la totalité ou au moins 33 % en pleine propriété ou en usufruit sur au moins deux autres immeubles d'habitation, situés en Belgique ou à l'étranger.

Par « habitation », on entend l'immeuble ou la partie d'immeuble, notamment la maison unifamiliale ou l'appartement, qui, de par sa nature, est destiné à être habité par un ménage ou qui est utilisé comme tel.

Lorsqu'un immeuble a été spécialement aménagé ou transformé pour abriter plusieurs logements nettement distincts, chacun de ceux-ci est considéré comme constituant une habitation.

Pour l'application du tarif prévu à l'alinéa premier, il n'est pas tenu compte :

1<sup>o</sup> des immeubles sur lesquels l'acquéreur, personne morale ou physique, détient moins de 33 % en pleine propriété ou en usufruit;

2<sup>o</sup> des immeubles dont l'acquéreur a réellement cédé par acte authentique le droit réel lui appartenant au plus tard dans les douze mois de l'acte authentique d'acquisition du troisième immeuble;

3<sup>o</sup> des immeubles qui font l'objet d'une mesure d'expropriation;

4<sup>o</sup> des immeubles dont l'acquisition a été imposée au tarif établi par l'article 62 du présent Code ».

**Art. 21.** Dans l'article 62 du même Code, remplacé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 avril 1978, les mots « Le droit fixé par l'article 44 » sont remplacés par les mots « Le droit fixé par les articles 44 et 44*bis* ».

**Art. 22.** Dans l'article 64 du même Code, les mots « Le droit établi par l'article 44 » sont remplacés par les mots « Le droit établi par l'article 44 ou par l'article 44*bis* ».

**Art. 23.** Dans l'article 65 du même Code, les mots « le droit ordinaire » sont remplacés par les mots « le droit établi par l'article 44 ou par l'article 44*bis* ».

**Art. 24.** Dans l'article 71 du même Code, les mots « des droits ordinaires » sont remplacés par les mots « le droit établi par l'article 44 ou par l'article 44*bis* ».

#### Sous-section 2. — Donations entre vifs de biens meubles ou immeubles

**Art. 25.** L'article 131 du même Code, modifié pour la dernière fois par le décret du 10 décembre 2009 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 131. Pour les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles, il est perçu un droit proportionnel sur l'émolument brut de chacun des donataires d'après le tarif indiqué dans les tableaux ci-après.

Ceux-ci mentionnent :

sous la lettre a : le pourcentage applicable à la tranche correspondante;

sous la lettre b : le montant total de l'impôt sur les tranches précédentes.

Tableau I

Tranche de la donation		Ligne directe	
		entre époux [et entre cohabitants légaux]	
de/à	inclus	a	b
EUR	EUR	p.c.	EUR
0,01	25.000	3	–
25.000,01	100.000	4	750
100.000,01	175.000	9	3.750
175.000,01	200.000	12	10.500
200.000,01	400.000	18	13.500
400.000,01	500.000	24	49.500
Au-delà	500.000	30	73.500

Tableau II

Tranche de la donation		Entre frères et sœurs		Entre oncles ou tantes et neveux et nièces		Entre toutes autres personnes	
		a	b	a	b	a	b
de/à	inclus	p.c.	EUR	p.c.	EUR	p.c.	EUR
0,01	50.000	10	–	10	–	20	–
50.000,01	75.000	10	5.000	20	5.000	30	10.000
75.000,01	150.000	20	7.500	20	10.000	30	17.500

150.000,01	175.000	20	22.500	30	25.000	40	40.000
175.000,01	300.000	30	27.500	30	32.500	40	50.000
300.000,01	350.000	30	65.000	40	70.000	50	100.000
350.000,01	450.000	40	80.000	40	90.000	50	125.000
Au-delà de	450.000	40	120.000	50	130.000	50	175.000

Pour l'application de la présente section, on entend par :

- époux ou conjoint: la personne qui, au moment de la donation, était dans une relation de mariage avec le donateur conformément aux dispositions du Livre premier, titre V, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la donation, était dans une relation de mariage avec le donateur conformément au Chapitre III du Code de droit international privé;

- cohabitant légal: la personne qui, au moment de la donation, était domiciliée avec le donateur et était avec lui dans une relation de cohabitation légale conformément aux dispositions du Livre III, titre Vbis, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la donation, était domiciliée ou avait sa résidence habituelle avec le donateur, au sens de l'article 4 du Code de droit international privé, et était avec lui dans une relation de vie commune conformément au Chapitre IV du même Code. »

**Art. 26.** Dans l'article 131ter, du même Code, inséré le décret du 15 décembre 2005 et modifié par le décret du 30 avril 2009, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 131, pour les donations en ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux, de la part en pleine propriété du donateur dans un immeuble destiné en tout ou en partie à l'habitation et qui est situé dans la Région wallonne et dans lequel le donateur a sa résidence principale depuis cinq ans au moins à la date de la donation, il est perçu un droit proportionnel sur l'émolument brut de chacun des donataires qui en demandent l'application, abstraction faite, le cas échéant, de la valeur de la partie professionnelle dudit immeuble soumise au taux réduit de l'article 140bis, d'après le tarif indiqué dans le tableau ci-après.

Celui-ci mentionne :

sous la lettre a : le pourcentage applicable à la tranche correspondante;

sous la lettre b : le montant total de l'impôt sur les tranches précédentes.

Tranche de la donation		a	b
de/à	inclus	p.c.	EUR
EUR	EUR		
0,01	25.000,00	1	–
25.000,01	50.000,00	2	250
50.000,01	100.000,00	4	750
100.000,01	175.000,00	5	2.750
175.000,01	250.000,00	9	6.500
250.000,01	400.000,00	18	13.250
400.000,01	500.000,00	24	40.250
Au-delà de	500.000,00	30	64.250

#### Sous-section 3. — Transmission d'entreprise

**Art. 27.** Dans l'article 140bis du même Code, le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3, inséré par le décret du 10 décembre 2009, modifié par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« En cas de transmission de terres agricoles à l'exploitant ou au co-exploitant de l'activité agricole qui y est exercée, ainsi qu'en ligne directe, entre époux et cohabitants légaux, faisant suite à une transmission de toute quotité de l'activité agricole qui y est exercée, ces terres sont néanmoins considérées comme des biens composant une universalité de biens, une branche d'activité ou un fonds de commerce au moyen desquels le donateur, seul ou avec d'autres personnes, exerce, au jour de la donation, une activité agricole, à la condition que ces terres fassent l'objet, à la date de la donation, d'un bail à ferme conformément à la Section 3 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, du Code civil. Dans ce cas, l'entreprise, au sens des conditions du § 2, 1<sup>o</sup>, et de l'article 140quinquies, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, est l'entreprise agricole de l'exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres, en considérant cette entreprise dans son entièreté et dans sa situation après transfert des terres. Toutefois, pour la transmission par donation de terres agricoles d'une surface supérieure à 150 hectares, le taux visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est porté à 3 % et la condition d'exploitation agricole de ces terres est portée à 15 ans. Pour la détermination de ces 150 hectares, il est tenu compte des terres qui ont été transmises par donation dans les 5 années antérieures sous le régime de la transmission d'entreprise.

**Art. 28.** Dans l'article 140quinquies du même Code, au paragraphe 2, inséré par la loi du 22 décembre 1998, modifié par le décret du 3 février 2005, par le décret du 15 décembre 2005, les mots « et de l'article 140bis, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3 » sont insérés entre les mots « les conditions du § 1<sup>er</sup> » et les mots « ne sont plus remplies ».



**Art. 29.** Dans l'article 140<sup>sexies</sup> du même Code inséré par la loi du 22 décembre 1998, modifié par le décret du 3 février 2005, modifié par le décret du 15 décembre 2005, un alinéa 2, est ajouté, lequel est rédigé comme suit :

« Le(s) continuateur(s) qui a(ont) bénéficié de la réduction du droit prévue à l'article 140<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3, peut (peuvent) offrir de payer le droit dû conformément aux articles 131 à 140 majoré de l'intérêt légal au taux fixé en matière civile, exigible à compter de la date de l'enregistrement de la donation avant l'expiration du délai prévu à l'article 140<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3. ».

**Art. 30.** Dans l'article 140<sup>septies</sup> du même Code inséré par la loi du 22 décembre 1998, modifié par le décret du 3 février 2005, abrogé par le décret du 15 décembre 2005, rétabli par le décret du 30 avril 2009, est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le droit exigible conformément à l'article 140<sup>quinquies</sup>, § 2, n'est toutefois pas exigible dans le cas où le droit réel sur les biens ayant bénéficié du droit réduit fait l'objet d'une transmission à titre gratuit en faveur du donateur initial avant l'expiration du délai de 15 ans pendant lequel la condition visée à l'article 140<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3. »

*Section 2. — Modification apportée aux dispositions du Chapitre XIII « Restitution »  
du Code des droits d'enregistrement*

**Art. 31.** L'article 209, 1<sup>o</sup>, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est complété par un point c), rédigé comme suit :

« c) que la condition à laquelle est subordonné l'application du tarif établi par l'article 44 est respectée; ».

*CHAPITRE IV. — Mesures en matière de droit de succession*

**Art. 32.** Dans l'article 60<sup>bis</sup> du Code des droits de succession, le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3, inséré par le décret du 17 décembre 1997, remplacé par le décret du 15 décembre 2005, modifié par le décret du 30 avril 2009, modifié par le décret du 10 décembre 2009, modifié par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par le texte suivant :

« En cas de transmission successorale de terres agricoles à l'exploitant ou au co-exploitant de l'activité agricole qui y est exercée, ainsi qu'en ligne directe, entre époux et cohabitants légaux, faisant suite à une transmission de toute quotité de l'activité agricole qui y est exercée, ces terres sont néanmoins considérées comme des biens composant une universalité de biens, une branche d'activité ou un fonds de commerce au moyen desquels le de cujus, seul ou avec d'autres personnes, exerçait, au jour du décès, une activité agricole, à la condition que ces terres fassent l'objet, à la date du décès, d'un bail à ferme conformément à la Section 3 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, du Code civil. Dans ce cas, l'entreprise, au sens des conditions du paragraphe 1<sup>er</sup> bis, 1<sup>o</sup>, et du paragraphe 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, est l'entreprise agricole de l'exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres, en considérant cette entreprise dans son entièreté et dans sa situation après transfert des terres. Toutefois, pour la transmission de terres agricoles d'une surface supérieure à 150 hectares, le taux visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est porté à 3 % et la condition d'exploitation agricole de ces terres est portée à 15 ans à partir du décès. Pour la détermination de ces 150 hectares, il est tenu compte des terres qui ont été transmises par donation dans les 5 années antérieures au décès cumulées à celles reçues par succession. »

**Art. 33.** Dans l'article 60<sup>bis</sup> du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 4, inséré par le décret du 3 février 2005, remplacé par le décret du 15 décembre 2005, modifié par le décret du 30 avril 2009, est complété par ce qui suit :

« et dans le cas d'une transmission successorale visée paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3, lorsqu'ils ont cessé d'exploiter avant l'expiration du délai de quinze ans prescrit par paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3, tout ou partie des terres visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3. ».

**Art. 34.** A l'article 60<sup>bis</sup> du même Code, le paragraphe 5 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 s'appliquent *mutatis mutandis* au régime établi par le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 3, avant l'expiration du délai de 15 ans prévu par cette disposition. ».

*CHAPITRE V. — Mesures en matière d'établissement, de recouvrement  
et de contentieux des taxes régionales wallonnes*

**Art. 35.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes modifié par les décrets des 17 janvier 2008 et 10 décembre 2009 est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret est applicable aux taxes, en principal et intérêts, et amendes, au profit de la Région, des provinces, des fédérations de communes et des communes établis par décrets de la Région wallonne sauf dans la mesure où ces décrets y dérogent ainsi qu'aux autres impôts et taxes, en principal et intérêts, au profit de la Région, des provinces, des fédérations de communes et des communes lorsque le présent décret leur est expressément rendu applicable.

Sauf disposition contraire, le présent décret s'applique également aux taxes additionnelles perçues par la Région wallonne au profit des provinces, des communes et des fédérations de communes. ».

**Art. 36.** Dans le même décret, à l'article 11<sup>bis</sup>, § 4, inséré par le décret du 28 novembre 2013, les mots « et l'eurovignette » sont remplacés par les mots « , eurovignette et prélèvement kilométrique ».

**Art. 37.** Dans le même décret, à l'article 12<sup>bis</sup>, à l'alinéa 4, inséré par le décret du 28 novembre 2013, les mots « En matière d'eurovignette, de taxe de circulation et de mise en circulation » sont remplacés par les mots « En matière de taxe de circulation, de taxe de mise en circulation, d'eurovignette et de prélèvement kilométrique ».

*CHAPITRE VI. — Mesures en matière de démocratie locale et de décentralisation*

**Art. 38.** Dans la troisième partie, livre III, titre II du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'alinéa 2 de l'article L3321-2 est remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, il ne s'applique pas aux taxes additionnelles aux impôts de l'autorité fédérale ainsi qu'aux taxes additionnelles perçues par la Région wallonne au profit des provinces et des communes. »

*CHAPITRE VII. — Mesure en matière de taxes sur les mâts, pylônes et antennes*

**Art. 39.** Dans le décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, l'article 149 est abrogé.

**Art. 40.** Dans le décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, l'article 150 est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les communes peuvent établir une taxe additionnelle à la taxe établie à l'article 144 frappant les mâts, pylônes ou antennes établis principalement sur leur territoire.

§ 2. La taxe additionnelle ne peut être l'objet d'aucune réduction, exemption ou exception. »

CHAPITRE VIII. — *Mesures en matière de financement de la politique de l'eau*

**Art. 41.** A l'article D.262, alinéa 1<sup>er</sup>, Livre II, du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, le *a)* est remplacé par ce qui suit :

« *a)* "N2" est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de métaux lourds. Les métaux à doser sont des "métaux totaux"; »;

2° au 6°, le *b)* est remplacé par ce qui suit :

« *b)* "e" est un coefficient réducteur visant à donner un caractère évolutif à l'introduction de l'écotoxicologie. Le coefficient "e" est égal à 0 jusqu'au 31 décembre 2016.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le coefficient est égal à 0,25.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le coefficient est égal à 0,50.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, le coefficient est égal à 1; ».

**Art. 42.** L'article D.271 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, est complété par ce qui suit :

« Est soumis à la taxe, l'agriculteur défini au sens du Code wallon de l'Agriculture, qui répond au moins à une des trois conditions suivantes :

1° détient suffisamment d'animaux d'élevage que pour être soumis à déclaration ou à autorisation en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de ses arrêtés d'exécution;

2° détient une superficie de cultures, autres que des prairies, d'au moins un demi-hectare;

3° détient une superficie de prairies d'au moins 30 hectares. ».

**Art. 43.** Dans l'article D.272 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, les mots « est la somme de la charge environnementale "cheptel" » sont remplacés par les mots

« tient compte de la charge environnementale "animaux d'élevage" ».

**Art. 44.** A l'article D.273 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "N = N1 + N2" sont remplacés par les termes "N = 2 + N1 + N2";

2° au paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« N1 est la charge environnementale « animaux d'élevage ». La charge est déterminée en sommant les produits résultant de la multiplication du nombre d'animaux de chaque catégorie par son coefficient azote repris dans le tableau de l'annexe III. »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. N2 est la charge environnementale "terres". La charge est déterminée en sommant les produits résultants de la multiplication des superficies de culture et de prairie par les coefficients suivants :

1° coefficient « culture » = 0.3

2° coefficient « culture biologique » = 0.15

3° coefficient « prairie » = 0.06

4° coefficient « prairie biologique » = 0.03

Ces coefficients traduisent le reliquat azoté moyen dans le sol, l'utilisation moyenne de pesticides et le potentiel érosif des cultures et des prairies.

N2 = superficies par catégorie × coefficient de la catégorie correspondante. »

**Art. 45.** A l'article D.274 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 46.** A l'article D.275 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « cheptel » est remplacé par le mot « animaux d'élevage » et les mots « rectifie le calcul de la taxe dans un délai de quatre ans » sont remplacés par les mots « peut, dans les deux ans du constat de non-conformité, rectifier le calcul de la taxe jusqu'aux quatre années antérieures à ce constat et uniquement pour les années correspondant au constat de non-conformité. »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;

3° les paragraphes 2 et 3 sont abrogés.

**Art. 47.** L'article D.278, § 4, alinéa 2, 2°, du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014 est complété par les mots « ou de producteur ».

**Art. 48.** A l'annexe III du même Livre, remplacée par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « A) Charge environnementale "cheptel" » sont remplacés par les mots « Charge environnementale "animaux d'élevage" »;

2° dans le tableau du A), les mots « truie gestante et truie avec porcelets de moins de 4 semaines » sont remplacés par le mot « truie »;

3° le titre B) et le tableau sont abrogés.

#### CHAPITRE IX. — *Entrée en vigueur*

**Art. 49.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016 à l'exception des articles 36 et 37 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Les articles 19 à 24 sont applicables à toutes les conventions translatives à titre onéreux d'immeuble signées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les articles 25 à 31 sont applicables à tous les actes authentiques de donation signés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les articles 32 à 34 sont applicables à toutes les successions ouvertes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

#### CHAPITRE 10. — *Dispositions finales*

**Art. 50.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 décembre 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,  
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

—  
Note

(1) *Session 2015-2016.*

*Documents du Parlement wallon*, 331 (2015-2016), n<sup>os</sup> 1 à 5.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 16 décembre 2015.

Discussion.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 17 décembre 2015.

Discussion. Vote.

## Budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016

(en milliers EUR)

Estimations initiales

Ministre ordonnateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	Budget - initial 2016	
			Par article	Total
		<b>TITRE I - RECETTES COURANTES</b>		
		<b>Secteur I - Recettes fiscales</b>		
		<b>Recettes fiscales spécifiques - Division organique 15 Agriculture, ressources naturelles et environnement</b>		
CD	36 01 20	(Modifié) Taxes sur le déversement des eaux usées, sur les charges environnementales et sur les prélèvements d'eau souterraine potabilisable, redevances et contributions de prélèvement sur les prises d'eau perçues en vertu du Code de l'eau (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement, section protection des eaux : article de base 01.03, programme 13, division organique 15 et au Fonds de solidarité international pour l'Eau : article de base 01.04, programme 13, division organique 15)	62.355	
CD	36 01 70	Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 25 juillet 1991 sur les déchets (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 13, division organique 15)	27.000	
CD	36 02 70	Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	270	
CD	36 03 70	(Nouveau) Taxes sur les organismes exécutant des obligations de reprise (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 13, division organique 15)	3.000	
CD	38 01 50	Sommes perçues en vertu du décret du 5 juin 2008 relatif à la répression des infractions en matière d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	500	
		<i>Total Division organique 15 Dont recettes affectées</i>		93.125 93.125
		<b>Recettes fiscales spécifiques - Division organique 16 Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie</b>		
CD	36 01 90	Taxes sur les sites d'activité économique désaffectés (recettes affectées au Fonds d'assainissement des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites d'assainissement prioritaire des paysages : article de base 01.01, division 16, programme 03)	100	
FU	36 02 90	Taxe sur les mâts éoliens	0	
		<i>Total Division organique 16 Dont recettes affectées</i>		100 100
		<b>Recettes fiscales spécifiques - Division organique 17 Pouvoirs locaux, action sociale et santé</b>		
FU	36 01 90	Taxe sur les mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation, directement avec le public, d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunications	21.945	
		<i>Total Division organique 17 Dont recettes affectées</i>		21.945 0
		<b>Recettes fiscales générales - Division organique 19 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication</b>		
LA	36 01 40	Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles	883.789	
LA	36 02 40	Droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immobilier situé en Belgique	118.207	
LA	36 03 40	Droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens	20.077	
LA	36 01 60	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	437.660	
LA	36 02 60	Taxe de mise en circulation	123.198	
LA	36 03 70	Taxe sur la différence d'émission de CO2 par les véhicules automobiles mis en usage par une personne physique (Malus)	0	
LA	36 01 80	Taxes sur les logements abandonnés	0	
LA	36 02 90	Taxe sur les jeux et paris	23.500	
LA	36 03 90	Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	19.590	
LA	36 04 90	Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	2	
LA	36 05 90	Redevance radio et télévision	116.156	
LA	36 06 90	Eurovignette	0	
LA	36 07 90	Taxes sur les automates	19.300	
LA	37 01 0	Précompte immobilier	34.140	
LA	37 02 0	Intérêts et amendes sur impôts régionaux (article 6 §5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001)	12.881	
LA	56 01 50	Droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles	126.270	
		<i>Total Division organique 19 Dont recettes affectées</i>		1.934.770 0
		<i>Total Secteur I Dont recettes affectées</i>		2.049.940 93.225

				<b>Secteur II - Recettes générales non fiscales</b>	
				<b>Recettes générales - Division organique 09</b>	
LA	11	1	11	Recettes relatives au personnel FWB d'eWbs	180
				<i>Total Division organique 09</i>	180
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<b>Recettes générales - Division organique 10</b>	
PM	16	01	12	Produit d'études et vente de publications dans le domaine des statistiques	0
PM	16	02	12	Frais d'inscription à des manifestations organisées par la Région	0
PM	38	01	50	Fonds budgétaire en matière de Loterie (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de Loterie : article de base 01.01, programme 03, division organique 10)	4.503
PM	49	01	24	Recette provenant de la Communauté française au titre de sa participation au suivi du Plan Stratégique Transversal 2 "Développement du capital humain, des connaissances et du savoir-faire"	0
				<i>Total Division organique 10</i>	4.503
				<i>Dont recettes affectées</i>	4.503
				<b>Recettes générales - Division organique 11</b>	
				<b>Personnel et affaires générales</b>	
LA	11	01	11	Remboursements en relation avec les dépenses exposées pour les traitements, allocations et charges sociales des agents du SPW	2.000
LA	11	03	11	Remboursement au SPW des traitements et allocations des Receveurs régionaux	11.000
LA	11	01	40	Cotisation du personnel du SPW à l'achat de titres-repas	30
				<i>Total Division organique 11</i>	13.030
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<b>Recettes générales - Division organique 12</b>	
				<b>Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication</b>	
LA	06	01	00	Produits divers	8.000
LA	06	02	00	Remboursement de sommes indûment payées	4.500
LA	08	01	10	Remboursement des sommes en relation avec les dépenses exposées par les organes de contrôle de la Région auprès des O.I.P. soumis aux lois des 10 juin 1937 et 16 mars 1954 et auprès des autres organismes pararégionaux	0
LA	11	01	11	Recettes relatives au personnel FWB new CIF	0
LA	12	01	11	Versement par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées	4.000
LA	16	03	12	Récupération de sommes en relation avec les dépenses de matériel et de services exposées pour le fonctionnement des administrations, y compris le produit de la vente des biens désaffectés	20
LA	16	04	12	Produit de la vente de biens non durables et de services	300
LA	16	05	12	Recettes courantes découlant de la gestion du patrimoine régional	0
LA	16	06	12	Produits de la location de biens non spécifiques	500
LA	26	01	10	Intérêts de placements	0
LA	27	01	30	Produit des opérations d'excédents d'émissions d'emprunts	0
LA	38	01	00	Récupération des créances contentieuses	500
LA	38	01	10	Prélèvement des cautions et produits des cautions après faillite	10
LA	38	02	10	Produit des retenues et des pénalités pour retard appliquées à des adjudicataires	80
LA	46	01	40	Contribution du Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne	0
LA	49	02	24	Moyens transférés par la Communauté française	347.340
LA	49	03	24	Moyens complémentaires transférés par la Communauté française	0
LA	49	04	24	Moyens transférés par la Communauté française - Calcul définitif exercice antérieur	1.141
LA	49	05	24	Dotations exceptionnelles de la Communauté française	0
LA	49	05	41	Moyens liés aux compétences transférées	2.609.503
LA	49	06	24	Moyens perçus de la CPWB (accords de la Sainte Emille)	3.374.894
LA	49	01	41	Arriérés des recettes dues à la Région par la Régie des Bâtiments	0
LA	49	02	41	Dotations Fédérales groupe jeux et paris	3.604
LA	49	04	41	Dotations Fédérales TC/TMC	6.142
LA	49	01	42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques	0
LA	49	02	42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques - Calcul définitif exercice antérieur	0
LA	49	03	42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques - recettes d'additionnels sous réductions des dépenses fiscales liées	2.492.610
LA	49	01	43	Dégrèvement fiscaux	0
LA	49	02	43	Recettes des amendes routières	43.902
				<i>Total Division organique 12</i>	8.897.046
				<i>Dont recettes affectées</i>	0

			<b>Recettes fiscales spécifiques - Division organique 15</b> <b>Agriculture, ressources naturelles et environnement</b>		
CD	38 01 50	BEA - Recettes du compte redevances (recettes affectées au Fonds budgétaire pour le Bien être animal : article de base 01.02, programme 03, Division organique 15)		7	
CD	38 02 50	Amendes administratives perçues en application des dispositions de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et de ses arrêtés d'exécution (recettes affectées au Fonds budgétaire pour le Bien être animal : article de base 01.02, programme 03, Division organique 15)		8	
			<i>Total Division organique 15</i>		15
			<i>Dont recettes affectées</i>		15
			<b>Recettes générales - Division organique 16</b> <b>Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie</b>		
LA	28 01 30	Produit de la redevance liée à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz		0	
			<i>Total Division organique 16</i>		0
			<i>Dont recettes affectées</i>		0
			<b>Recettes générales - Division organique 17</b> <b>Pouvoirs locaux, action sociale et santé</b>		
			<i>Total Division organique 17</i>		0
			<i>Dont recettes affectées</i>		0
			<i>Total Secteur II</i>		8.914.774
			<i>Dont recettes affectées</i>		4.518
<b>Secteur III - Recettes spécifiques</b>					
			<b>Recettes générales - Division organique 10</b>		
CD	16 01 11	Produit de la vente de données en matière de Géomatique		56	
			<i>Total Division organique 10</i>		56
			<i>Dont recettes affectées</i>		0
			<b>Recettes spécifiques - Division organique 12</b> <b>Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication</b>		
LA	21 01 10	Remboursement des versements provisionnels excédentaires des intérêts de la dette		0	
LA	26 01 10	Différentiel d'intérêts d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986 et 1987		347	
			<i>Total Division organique 12</i>		347
			<i>Dont recettes affectées</i>		0

Recettes spécifiques - Division organique 13						
Routes et bâtiments						
LA	11	01	11	Remboursements inhérents à la prise en charge des rémunérations, allocations et charges sociales du personnel employé par les bureaux d'études émergeant au Fonds des Etudes techniques	0	
PR	16	01	11	(Modifié) Recettes résultant des prestations externes des bureaux d'études du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds des études techniques : article de base 01.04, programme 02, division organique 13)	2.175	
PR	16	01	12	Produit de la location de biens	220	
MA	28	01	10	Revenus liés à l'exploitation des réseaux de télécommunications	60	
PR	28	02	10	Redevances liées à l'exploitation des établissements annexes situés sur le réseau routier	0	
RC	36	01	90	Fonds budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique (recettes affectées au Fonds budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique : article de base 01.01, programme 11, division organique 13)	800	
PR	36	02	90	(Modifié) Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau routier et autoroutier de la Région - Produit des redevances et autorisations domaniales consenties sur les routes et autoroutes (recettes affectées au Fonds du trafic routier : article de base 01.01, programme 02, division organique 13)	27.219	
PR	38	01	50	Prescriptions immédiates, transactions et amendes liées aux infractions à la réglementation de la sécurité routière qui relève de la compétence des régions (recettes affectées au Fonds des infractions routières régionales : article de base 01.02, programme 02, division organique 13)	300	
PR	39	01	10	Programme CEE Infrastructure Transports - Routes	0	
				<i>Total Division organique 13</i>		30.774
				<i>Dont recettes affectées</i>		30.494
Recettes spécifiques - Division organique 14						
Mobilité et voies hydrauliques						
CD	06	01	00	Recettes provenant de l'activité des aéroports	0	
PR	16	02	11	Recettes provenant de l'activité des barrages régionaux	100	
CD	16	02	12	Produit de la location des biens gérés par l'administration des transports	0	
CD	16	03	12	Recettes provenant des abonnements de transport d'élèves	0	
RC	16	04	12	Produit de la location de biens	122	
PR	28	03	10	(Modifié) Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau des Voies hydrauliques - Produit des redevances et des autorisations domaniales consenties sur les cours d'eau (recettes affectées au Fonds du trafic fluvial : article de base 01.02, programme 11, division organique 14)	2.000	
CD	38	01	30	Recettes provenant des récupérations par suite de dommages causés aux véhicules assurant le transport scolaire	5	
PR	39	02	10	Programme CEE Infrastructure Transports - Voies hydrauliques	0	
PR	39	03	10	Recettes diverses perçues en matière de sécurité routière (recettes affectées au Fonds de la sécurité routière : article de base 01.06, programme 11, division organique 14)	400	
				<i>Total Division organique 14</i>		2.627
				<i>Dont recettes affectées</i>		2.400
Recettes spécifiques - Division organique 15						
Agriculture, ressources naturelles et environnement						
FU	06	02	00	Produits de la gestion des quotas d'émission de gaz à effet de serre perçus en vertu du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par le décret du 22 juin 2006 (recette affectée au Fonds wallon Kyoto : article de base 01.02, programme 13, division organique 15)	40.000	
RC	16	03	11	Recettes provenant du comptoir forestier	170	
RC	16	05	11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois de la forêt indivise de l'ancienne «Gruerie d'Arlns» (loi domaniale du 26 juillet 1952, article 7) (recette affectée au Fonds pour la gestion des forêts de l'ancienne «Gruerie d'Arlns» : article de base 01.02, programme 11, division organique 15)	130	
RC	16	06	11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois dans la forêt indivise d'Herbeumont (loi domaniale du 1er juillet 1983, article 1er, 16) (recette affectée au Fonds pour la gestion de la forêt d'Herbeumont : article de base 01.03, programme 11, division organique 15)	50	
RC	16	07	11	Produit de la vente de coupes de bois et de chablis	14.175	
RC	16	08	11	Quote-part régionale du produit de la vente des coupes de bois dans les forêts indivises	730	
RC	16	05	12	Ventes de venaisons et contributions des invités aux Chasses de la Couronne	35	
CD	16	06	12	Contribution dans le cadre des prestations pour l'identification et l'enregistrement des chiens (recettes affectées au Fonds budgétaire pour le Bien être animal : article de base 01.02, programme 03, Division organique 15)	170	
RC	26	02	10	(Modifié) Intérêts créditeurs payés par des débiteurs des comités de remembrement ou d'aménagement foncier bénéficiaires d'un remboursement échelonné de leur solde de compte	6	
RC	28	01	30	(Modifié) Produits résultant de la propriété des biens immobiliers acquis dans le cadre de la politique foncière agricole (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de politique foncière agricole : article de base 01.02, programme 12, division organique 15)	207	
RC	28	02	30	Produit de la location du droit de chasse	1.600	
RC	31	01	32	Remboursement de subsides et d'avances dans le cadre de programmes ou de projets de recherches scientifiques et techniques	0	
RC	31	02	32	Recettes perçues en vertu du dispositif budgétaire (recettes affectées au Fonds budgétaire S.I.G.E.C. : article de base 01.04, programme 04, division organique 15)	130	
RC	31	03	32	Rétributions forfaitaires liées au Réseau d'information comptable agricole	77	
RC	36	03	90	(Modifié) Redevances et rétributions perçues en vertu du Code wallon de l'Agriculture, article D.193 (recettes affectées au Fonds budgétaire pour la qualité des produits animaux et végétaux : article de base 01.01, programme 03, Division organique 15)	625	
RC	37	01	70	Part régionale du produit des permis de pêche, de chasse, de tenderie et des examens y relatifs	3.920	
CD	37	02	70	Droits de dossier perçus en vertu de l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destiné au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	200	
CD	37	03	70	Droits de dossier perçus pour la délivrance de l'extrait conforme de la banque de données de l'état des sols (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	0	
CD	38	01	10	Produits de contributions provenant des distributeurs, des organismes d'assainissement agréés et de la S.P.G.E. sur base volontaire et de divers dons et legs au Fonds de solidarité international pour l'Eau (recette affectée au Fonds de solidarité international pour l'Eau : article de base 01.04, programme 13, division organique 15)	1	
CD	38	01	50	Recettes perçues au titre de l'intervention de l'organisme en charge de l'obligation de reprise des déchets ménagers en application de l'article 13 §1er, 12° de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 13, division organique 15)	1.967	
CD	38	02	50	Divers dons et legs au Fonds pour le Bien être animal (recettes affectées au Fonds budgétaire pour le Bien être animal : article de base 01.02, programme 03, Division organique 15)	0	
CD	49	01	10	Remboursement des avances consenties dans le cadre de projet européen et relatives à la partie cofinancée par la CEE (recettes affectées au Fonds pour la Protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	2.270	
				<i>Total Division organique 15</i>		66.463
				<i>Dont recettes affectées</i>		45.750

			<b>Recettes spécifiques - Division organique 16</b> <b>Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie</b>		
FU	26	03 10	Intérêts sur avances récupérables et participation aux bénéfices d'exploitation des entreprises en matière de politique générale de l'énergie	0	
FU	26	04 10	Intérêts sur avances récupérables en matière de logement	278	
CD	28	04 10	Redevances liées aux autorisations de voiries	0	
FU	28	01 20	Dividendes provenant de la participation de la Région dans le capital des sociétés agréées de logement	0	
FU	34	01 41	Participation bénéficiaire versée à la Région par l'organisme qui couvre l'assurance contre le risque de perte de revenus	150	
FU	36	04 90	Recettes résultant des amendes administratives visées à l'article 13ter du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable ainsi que des sanctions visées à l'article 190,§3 du même Code (recettes affectées au Fonds régional pour le logement) : article de base 01.01, programme 12, division organique 16	75	
FU	36	05 90	Recettes résultant des amendes administratives perçues en vertu des articles 200bis et 200ter du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable	210	
FU	38	02 10	Produit de diverses amendes et redevances liées à l'organisation des marchés de l'électricité et du gaz et moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en vue de financer les obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz (recettes affectées au Fonds Energie : article de base 01.01, programme 31, division organique 16)	15.000	
				<i>Total Division organique 16</i>	15.713
				<i>Dont recettes affectées</i>	15.075
			<b>Recettes spécifiques - Division organique 17</b> <b>Pouvoirs locaux, action sociale et santé</b>		
PR	11	02 11	Remboursements inhérents à la prise en charge des rémunérations du personnel des hôpitaux psychiatriques	0	
PR	39	04 10	Remboursement de cofinancement européen	0	
				<i>Total Division organique 17</i>	0
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
			<b>Recettes spécifiques - Division organique 18</b> <b>Entreprises, emploi et recherche</b>		
MA	16	09 11	Contrats de consultation	5	
MA	16	10 11	Location de bâtiments industriels en application de l'article 42 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique	455	
MA	26	05 10	Intérêts résultant de l'octroi d'avances récupérables et de prêts obligatoires à des entreprises dans le cadre de leur développement et de leur restructuration	0	
MA	26	06 10	Intérêts sur avances récupérables : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	0	
MA	27	01 10	Participation aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques ou privées	0	
MA	31	05 32	Récupération sur créances et contentieux : expansion, restructuration et développement des entreprises, zonings et zones d'emploi	0	
MA	31	06 32	Récupération sur créances et contentieux : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	80	
MA	31	07 32	Récupération de primes d'emploi sur base de la loi du 4 août 1978 et du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique	2	
TI	36	01 90	Recettes générées dans le cadre de la délivrance des cartes professionnelles	69	
MA	38	01 20	Contributions liées à l'octroi de garanties régionales	0	
TI	38	10 00	(Nouveau) Recettes générées dans le cadre des cautions titres services	600	
MA	49	02 41	Moyens supplémentaires accordés par le Fédéral dans le cadre du financement du secteur de l'économie sociale	0	
				<i>Total Division organique 18</i>	1.211
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<b>Total Secteur III</b>	117.191
				<b>Dont recettes affectées</b>	93.719
				<b>Total TITRE I</b>	11.081.905
				<b>Dont recettes affectées</b>	191.462



		<b>TITRE II - RECETTES DE CAPITAL</b>			
		<b>Secteur I - Recettes fiscales</b>			
		Recettes fiscales générales - Division organique 19 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication			
LA	56 02 50	Droits de succession et de mutation par décès		728.421	
				<i>Total Division organique 19</i>	728.421
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<b>Total Secteur I</b>	728.421
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
		<b>Secteur II - Recettes générales non fiscales</b>			
		Recettes générales - Division organique 10			
LA	06 01 00	Recettes diverses		30	
LA	06 02 00	Remboursement de sommes indûment payées		140	
LA	73 01 10	Récupération du coût des travaux et d'expropriations exposées pour compte de tiers		0	
LA	74 01 22	Versement par les comptables du Service Public de Wallonie opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées		500	
LA	76 01 12	Produit de la vente d'emprises inutilisées		1.000	
LA	76 01 32	Produit de la vente d'immeubles		750	
LA	76 02 32	Produit de la vente d'immeubles découlant de la gestion immobilière des bâtiments et des implantations		0	
LA	77 01 20	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux		0	
LA	77 02 20	Produit de la vente de biens meubles durables désaffectés ou mis hors de service		100	
				<i>Total Division organique 10</i>	2.520
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<b>Total Secteur II</b>	2.520
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
		<b>Secteur III - Recettes spécifiques</b>			
		Recettes spécifiques - Division organique 12 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication			
LA	06 01 00	Recettes résultant de la gestion énergétique immobilière du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds de la gestion énergétique immobilière : article de base 01.01, programme 31, division organique 12)		0	
LA	96 01 10	Différentiel d'amortissement d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986-1987		2.721	
				<i>Total Division organique 12</i>	2.721
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
		Recettes spécifiques - Division organique 14 Mobilité et voies hydrauliques			
CD	16 01 11	Recettes exceptionnelles en matière de transport scolaire		45	
CD	57 01 20	Remboursement par la SRWT de plus values et du produit de la vente de biens immobiliers		0	
CD	69 01 41	Intervention de l'Etat dans les investissements réalisés dans les aéroports et aérodromes		0	
				<i>Total Division organique 14</i>	45
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
		Recettes spécifiques - Division organique 15 Agriculture, ressources naturelles et environnement			
RC	76 01 11	(Nouveau) Produits résultant de la vente de bois domaniaux		5.000	
RC	76 01 32	(Modifié) Produits résultant de la vente et de l'attribution de biens immobiliers (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de politique foncière agricole : article de base 01.02, programme 12, division organique 15)		302	
RC	86 01 70	(Modifié) Produits résultant du recouvrement des sommes dues par les propriétaires, usagers et exploitants au terme des opérations de remembrement ou d'aménagement foncier de biens ruraux		647	
RC	86 02 70	(Modifié) Produits résultant de la récupération des avances consenties pour les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement ou d'aménagement foncier de biens ruraux		600	
				<i>Total Division organique 15</i>	6.549
				<i>Dont recettes affectées</i>	302
		Recettes spécifiques - Division organique 16 Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie			
FU	51 01 12	Remboursement des subventions accordées aux organismes publics et privés en matière de logement		0	
FU	53 01 10	Remboursement des aides au logement accordées aux particuliers		0	
CD	76 01 12	Produits de la vente de sites industriels à réaménager (recettes affectées au Fonds de rénovation des sites wallons : article de base 51.05, programme 03, division organique 16)		100	
CD	76 02 12	Produits de la vente des terrains de la sucrerie de Gonappe (recettes affectées au Fonds d'assainissement des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites d'assainissement prioritaire des paysages : article de base 01.01., division 16, programme 03)		2.500	
FU	76 02 32	Produit de la vente de logements construits par l'ex-SDRW		0	
FU	86 01 10	Remboursement d'avances récupérables en matière de logement		453	
CD	87 01 20	Remboursement d'avances récupérables octroyées pour la démolition d'immeubles érigés en contravention aux dispositions du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme		2	
FU	87 02 20	Remboursement d'avances dans le cadre du dispositif Ecopack (recettes affectées au Fonds relatif au dispositif Ecopack) : article de base 01.01, programme 41, division organique 16		17.755	
				<i>Total Division organique 16</i>	20.810
				<i>Dont recettes affectées</i>	20.355

			<b>Recettes spécifiques - Division organique 17</b> <b>Pouvoirs locaux, action sociale et santé</b>		
PR	86	02 10	Remboursement d'avances récupérables consenties aux hôpitaux psychiatriques	0	
				<i>Total Division organique 17</i>	0
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
			<b>Recettes spécifiques - Division organique 18</b> <b>Entreprises, emploi et recherche</b>		
MA	51	02 12	Récupération sur créances et contentieux : expansion, restructuration et développement des entreprises, zonings et zones d'emploi	1.000	
MA	51	03 12	Récupération sur créances et contentieux : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	3.000	
MA	86	03 10	Produit de cession de participation et remboursement de crédits octroyés dans le cadre du développement et de la restructuration des entreprises	0	
MA	86	04 10	Récupération d'avances et de redevances octroyées par conventions de stratégie (ex S.D.R.W. – C.P.T.E.I.)	0	
MA	86	05 10	Fonds de rénovation industrielle (recettes affectées au FRI : article de base 51.07, programme 02, division organique 18)	0	
MA	86	03 70	Recettes perçues en application du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie (recettes affectées au Fonds pour la recherche : article de base 01.01, programme 34, division organique 18)	19.000	
				<i>Total Division organique 18</i>	23.000
				<i>Dont recettes affectées</i>	19.000
				<i>Total Secteur III</i>	53.125
				<i>Dont recettes affectées</i>	39.657
				<i>Total TITRE II</i>	784.066
				<i>Dont recettes affectées</i>	39.657
<b>TITRE III - PRODUITS D'EMPRUNTS</b>					
<b>Secteur II - Recettes générales non fiscales</b>					
			<b>Recettes spécifiques - Division organique 12</b> <b>Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication</b>		
LA	96	01 10	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en euro	0	
LA	96	01 20	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en monnaies étrangères	0	
				<i>Total Division organique 12</i>	0
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<i>Total Secteur II</i>	0
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<i>Total TITRE III</i>	0
				<i>Dont recettes affectées</i>	0
				<i>TOTAL GENERAL</i>	11.865.971
				<i>Dont recettes affectées</i>	231.119
<i>Vu pour être annexé au projet de décret</i>					

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2015/27240]

## 17. DEZEMBER 2015 — Dekret zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2016 (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für das Haushaltsjahr 2016 werden die laufenden Einnahmen der Wallonie gemäß Titel I der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 11.081.905 Tausend Euro veranschlagt.

**Art. 2** - Für das Haushaltsjahr 2016 werden die Kapitaleinnahmen der Wallonie gemäß Titel II der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 784.066 Tausend Euro veranschlagt.

**Art. 3** - Die am 31. Dezember 2015 bestehenden und zugunsten der Wallonie vereinnahmten Steuern und Abgaben werden während des Jahres 2016 gemäß den Gesetzen, den Dekreten, den Erlassen und den Sätzen erhoben, die die Steuerverwaltung und -erhebung regeln.

**Art. 4** - § 1 - Der Minister für Haushalt wird dazu ermächtigt, durch Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben werden können, das Folgende zu decken:

1° die Finanzierung der Haushaltsausgaben, die nicht durch Haushaltseinnahmen gedeckt werden;

2° die Rückzahlung der Anleihen und der noch nicht getilgten Verbindlichkeiten der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, deren endgültiger Ablauftermin auf 2016 festgesetzt ist;

3° die vollständige oder teilweise vorfristige Rückzahlung der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, den jeweiligen Bedingungen der Ministerialerlasse zur Ausgabe von Anleihen oder der Darlehensvereinbarungen gemäß;

4° die täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder die im allgemeinen Interesse der Führung des regionalen Schatzamtes getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich der notwendigen Anlagen zu ihrer günstigen Abwicklung.

§ 2 - Der Minister für Haushalt wird dazu ermächtigt, im Einvernehmen mit den Inhabern und zu den Marktbedingungen die Gesamtheit oder einen Teil der bestehenden Anleihen in Anleihen der Art "langfristige Schatzanweisungen" umzuwandeln und deren Ablauftermin anzupassen.

**Art. 5** - Der Minister für Haushalt wird ermächtigt:

1° zur Schaffung von Schatzanweisungen oder sonstigen zinserrtraglichen Finanzierungsinstrumenten bis zur Höhe des Betrags der Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung aufzunehmen sind;

2° zum Abschluss, unter Einhaltung des Vorsichtsgrundsatzes, der täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder der im allgemeinen Interesse dessen Führung getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich zum Abschluss von Anlagenvereinbarungen, die zu ihrer günstigen Abwicklung notwendig sind;

3° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschrieben Privatanleihen betrifft, zur Anpassung der Rückzahlungsbedingungen und -fristen im Einvernehmen mit den Geldgebern;

4° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschrieben Anleihen betrifft, zum Abschluss von in Artikel 7 Ziffer 2 erwähnten Verwaltungsgeschäften.

**Art. 6** - Die vorläufigen Ausgaben zur Aktivabildung (öffentliche Anleihen und langfristige Schatzanweisungen) und die Nebenkosten, sowie die mit der Verflüssigung dieser gebildeten Aktiva verbundenen Einnahmen, die Nebenausgaben und die sich daraus ergebenden Einkünfte können auf besondere Finanzkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck in einem Geldinstitut belgischen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut muss in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6 Ziffer 1 erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Wertpapieren des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Die gebildeten Aktiva können ebenfalls auf besondere Wertpapierkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck im Namen des wallonischen Schatzamtes in einem Geldinstitut öffentlichen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut soll in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6 Ziffer 1 erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Titeln des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

**Art. 7** - Der Minister für Haushalt wird dazu ermächtigt, das Folgende von den Anleihenlasten der Wallonie abzuziehen:

1° die Kapitalerträge von Rahmen der in Artikel 5 Ziffer 1 und 2 erwähnten Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes getätigten Anleihen in Euro;

2° die Einkommen oder Gelder, die der Wallonie zugewiesen werden, und zwar infolge von Verwaltungsgeschäften des Schatzamtes in Sachen Zinsswaps, Arbitragegeschäfte, Risikodeckungen wie z.B. Optionen oder andere Geschäfte, die mittels Anleihen der Wallonie und zur Erleichterung deren Finanzlasten durchgeführt werden.

**Art. 8** - Die Kassensaldi des ehemaligen "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) können Art. 76.01 von Organisationsbereich 15 ("Fonds für die Bodenpolitik") zugewiesen werden.

**Art. 9** - In Artikel D.361 § 1 des Dekrets vom 27. März 2014 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«6° die Einnahmen aus der Zuweisung, im Rahmen einer Bodenumgestaltung, der in Anwendung von Artikel D.288 § 2 Absatz 6 von der Wallonischen Region erworbenen landwirtschaftlichen Immobiliengüter durch Zuweisung der in Artikel D.288 § 3 vorgesehenen Ausgleichzahlung.»

**Art. 10 - § 1 -** Eine Gebühr wird zwecks der Finanzierung der Kosten erhoben, die von der CWaPE bei der Umsetzung des in Artikel 37 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Mechanismus der grünen Zertifikate getragen werden.

§ 2 - Die Gebühr ist durch die Erzeuger von Strom aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung zu zahlen, die bei der CWaPE die Gewährung von grünen Zertifikaten beantragen und die eine Anlage mit einer Nennleistung über 10 Kilowatt (kW) betreiben.

§ 3 - Die Gebühr ist pro Megawattstunde (MWh) zu zahlen, deren Erzeugung durch eine der CWaPE ab dem 1. Januar 2014 mitgeteilten Indexablesung bescheinigt wird und die für die Gewährung von grünen Zertifikaten in Betracht genommen wird. Der in Euro pro Megawattstunde (Euro/MWh) ausgedrückte Einheitssatz der Gebühr entspricht dem Wert eines Bruchs, dessen Zähler 1.800.000 Euro entspricht und dessen Nenner die abgeschätzte Gesamtanzahl von MWh ist, die von den vom 1. Januar 2016 bis zum 31. Dezember 2016 gebührenpflichtigen Stromerzeugern erzeugt werden.

**Art. 11 - § 1 -** Die CWaPE schätzt die Stromerzeugung aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung der Gebührenpflichtigen je nach den technischen Eigenschaften der Anlagen, den historischen Daten und äußeren Elementen, die die Erzeugung beeinflussen, ein.

Die CWaPE berechnet ab der so eingeschätzten Gesamterzeugung den Einheitssatz der Gebühr für 2016. Dieser Satz findet gleichmäßig auf die gesamten gebührenpflichtigen Anwendung.

Die CWaPE veröffentlicht den Satz der Gebühr.

**Art. 12 -** Der Stromerzeuger entrichtet die Gebühr innerhalb von zwei Monaten ab der Sendung der Rechnungen. Unter Vorbehalt von materiellen Fehlern führt jeglicher Zahlungsverzug von Rechtswegen zur Unverfügbarkeit der Guthaben in Wertpapierkonten dieses Stromerzeugers bei der CWaPE. Die CWaPE ist befugt, die Beitreibung der Gebühr bei den säumigen Schuldnern einzuleiten.

Die vorliegende Gebühr geht zu Lasten der im Sinne von Artikel 9 gebührenpflichtigen Erzeuger von Grünstrom und darf nicht auf die Verbraucher übertragen werden.

**Art. 13 -** In Anwendung von Artikel 6 Ziffer 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung kann der Einnehmer auf die Beitreibung nichtsteuerlicher Einnahmen verzichten, wenn die Kosten für die Beitreibung den Betrag des festgestellten Anrechts übertreffen.

**Art. 14 -** Artikel 253 Ziffer 5 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch die Dekrete vom 6. Dezember 2001 und 22. Oktober 2003, wird durch Folgendes ersetzt:

«5° für in der Wallonischen Region gelegene Immobiliengüter, die im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets, eines Naturschutzgebiets oder eines Forstschutzgebiets gelegen sind, oder im Umkreis eines um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets gelegen sind und der Regelung für den primären Schutz unterliegen;».

**Art. 15 -** Das kleine oder mittlere Unternehmen, das einen rückforderbaren Vorschuss erhalten hat, der kraft des Dekrets vom 5. Juli 1990 über Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region in Sachen Forschung und Technologien gewährt wurde, wird davon befreit, 50% der Beträge zu erstatten, die die Wallonische Region im Rahmen des rückforderbaren Vorschusses ausgezahlt hat, wenn es binnen 24 Monaten nach dem Abschluss eines Forschungsprogramms, für das dieser Vorschuss gezahlt wurde, einen entsprechenden Antrag gestellt hat.

*KAPITEL II — Maßnahme im Bereich der den Einkommenssteuern gleichgesetzten Steuern Maßnahme in Bezug auf Schwerlastfahrzeuge*

**Art. 16 -** In Artikel 9 des Gesetzbuches über die den Einkommenssteuern gleichgesetzten Steuern wird der durch das Gesetz vom 8. April 2002 ersetzte Punkt "E. Für den Güterverkehr bestimmte Motorfahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen" durch folgende Bestimmung ersetzt:

«E. Für den Güterverkehr bestimmte Motorfahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen

Wenn das höchstzulässige Gesamtgewicht des Fahrzeugs oder der Fahrzeugkombination 3500 Kilogramm überschreitet, wird die Steuer aufgrund der Anzahl der Achsen und der Art der Federung nach folgenden Tabellen festgelegt:

- 1. Solo-Motorfahrzeuge

Das höchstzulässige Gesamtgewicht, das für die Anwendung der Tabellen I bis IV zu berücksichtigen ist, ist das höchstzulässige Eigengewicht des Motorfahrzeugs.

Tabelle I

Motorfahrzeug mit höchstens zwei Achsen:

hzG in Kilogramm		1 oder 2 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	12 999	0.00	31.00
13 000	13 999	31.00	86.00
14 000	14 999	86.00	121.00
15 000	16 999	121.00	274.00
17 000	> 17 000	121.00	274.00

Tabelle II

Motorfahrzeug mit drei Achsen:

hzG in Kilogramm		3 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	14 999	31.00	54.00
15 000	16 999	31.00	54.00
17 000	18 999	54.00	111.00
19 000	20 999	111.00	144.00
21 000	22 999	144.00	222.00
23 000	> 25 000	222.00	345.00

Tabelle III

Motorfahrzeug mit vier Achsen:

hzG in Kilogramm		4 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	22 999	144.00	146.00
23 000	24 999	144.00	146.00
25 000	26 999	146.00	228.00
27 000	28 999	228.00	362.00
29 000	> 31 000	362.00	537.00

Tabelle IV

Motorfahrzeug mit mehr als vier Achsen:

hzG in Kilogramm		4 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	12 999	0.00	0.00
13 000	13 999	0.00	0.00
14 000	14 999	0.00	0.00
15 000	15 999	0.00	0.00
16 000	16 999	0.00	14.00
17 000	17 999	0.00	14.00
18 000	18 999	14.00	32.00
19 000	19 999	14.00	32.00
20 000	20 999	32.00	75.00
21 000	21 999	32.00	75.00
22 000	22 999	75.00	97.00
23 000	23 999	97.00	175.00
24 000	24 999	97.00	175.00
25 000	25 999	175.00	307.00
26 000	26 999	175.00	307.00
27 000	27 999	175.00	307.00
28 000	28 999	175.00	307.00
29 000	29 999	175.00	307.00
30 000	30 999	175.00	307.00

hzG in Kilogramm		4 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
31 000	> 31 000	175.00	307.00

## - 2. Fahrzeugkombination

Das höchstzulässige Gesamtgewicht, das für die Anwendung der Tabellen V bis X zu berücksichtigen ist, ist die Summe der höchstzulässigen Gesamtgewichte der Fahrzeuge, die Teil der Fahrzeugkombination sind.

Tabelle V

Motorfahrzeug mit höchstens zwei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit nur einer Achse:

hzG in Kilogramm		1 + 1 oder 2 + 1 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	15 999	0.00	0.00
16 000	17 999	0.00	14.00
18 000	19 999	14.00	32.00
20 000	21 999	32.00	75.00
22 000	22 999	75.00	97.00
23 000	24 999	97.00	175.00
25 000	> 27 000	175.00	307.00

Tabelle VI

Motorfahrzeug mit zwei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit zwei Achsen:

hzG in Kilogramm		2 + 2 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	22 999	30.00	70.00
23 000	24 999	30.00	70.00
25 000	25 999	70.00	115.00
26 000	27 999	115.00	169.00
28 000	28 999	169.00	204.00
29 000	30 999	204.00	335.00
31 000	32 999	335.00	465.00
33 000	> 37 000	465.00	706.00

Tabelle VII

Motorfahrzeug mit zwei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit drei Achsen:

hzG in Kilogramm		2 + 3 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	35 999	370.00	515.00
36 000	37 999	370.00	515.00
38 000	> 39 999	515.00	700.00

Tabelle VIII

Motorfahrzeug mit drei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit höchstens zwei Achsen:

hzG in Kilogramm		3 + 1 oder 3 + 2 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	35 999	327.00	454.00
36 000	37 999	327.00	454.00
38 000	39 999	454.00	628.00
40 000	> 43 000	628.00	929.00

Tabelle IX

Motorfahrzeug mit drei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit drei Achsen:

hzG in Kilogramm		3 + 3 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	35 999	186.00	225.00
36 000	37 999	186.00	225.00
38 000	39 999	225.00	336.00
40 000	> 43 000	336.00	535.00

Tabelle X

Fahrzeugkombination mit einer anderen Konfiguration als in den Tabellen V bis IX:

hzG in Kilogramm		Sonstiges	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3 501	15 999	0.00	0.00
16 000	16 999	0.00	14.00
17 000	17 999	0.00	14.00
18 000	18 999	14.00	32.00
19 000	19 999	14.00	32.00
20 000	20 999	32.00	75.00
21 000	21 999	32.00	75.00
22 000	22 999	75.00	97.00
23 000	23 999	97.00	175.00
24 000	24 999	97.00	175.00
25 000	25 999	175.00	307.00
26 000	26 999	175.00	307.00
27 000	27 999	175.00	307.00
28 000	28 999	175.00	307.00
29 000	29 999	204.00	335.00
30 000	30 999	204.00	335.00
31 000	31 999	335.00	465.00
32 000	32 999	335.00	465.00
33 000	33 999	465.00	706.00
34 000	34 999	465.00	706.00
35 000	35 999	465.00	706.00
36 000	36 999	465.00	706.00
37 000	37 999	465.00	706.00

hzG in Kilogramm		Sonstiges	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
38 000	38 999	465.00	706.00
39 000	39 999	465.00	706.00
40 000	40 999	465.00	706.00
41 000	41 999	465.00	706.00
42 000	42 999	465.00	706.00
43 000	> 43 000	465.00	706.00

»

b) Maßnahmen in Bezug auf Oldtimer-Fahrzeuge

**Art. 17** - In Artikel 10 § 1 Ziffer 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 werden die Wörter "fünfundzwanzig Jahren" durch "dreißig Jahren" ersetzt.

**Art. 18** - In Artikel 97*quinquies* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013 werden die Wörter "für die Fahrzeuge, die in Artikel 2, § 2, Absatz 2, 7° des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör erwähnt werden" durch folgende Wörter ersetzt: "für die seit mehr als dreißig Jahren in Verkehr gebrachten Fahrzeuge, die unter einem der in Artikel 4 § 2 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen erwähnten Nummernschildern zugelassen sind".

KAPITEL III — Maßnahmen im Bereich der Registrierungsgebühren

Abschnitt 1 — Abänderungen an den Bestimmungen des Kapitels IV "Festsetzung der Gebühren"  
des Registrierungsgebührengesetzbuches

Unterabschnitt 1 — Entgeltliche Übertragung von Immobilien

**Art. 19** - Artikel 44 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2012, wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn die in Absatz 1 genannte Vereinbarung den Erwerb eines Gebäudes, das ganz oder teilweise als Wohnung dient, zum Zweck hat, unterliegt die Anwendung des Tarifs von 12,5% einer beglaubigten und unterzeichneten Erklärung in oder am Ende der Vereinbarung, die die Erhebung der anteiligen Registrierungsgebühr veranlasst, oder in einem dieser Vereinbarung beigefügten unterzeichneten Schriftstück, in welcher ausdrücklich steht, dass der Erwerber, als juristische oder natürliche Person, nicht die Gesamtheit oder mindestens 33% in Volleigentum oder in Nießbrauch von mindestens zwei anderen, in Belgien oder im Ausland gelegenen Immobiliengütern besitzt, die ganz oder teilweise als Wohnung dienen, mit Ausnahme der in Artikel 44*bis* Absatz 4 genannten Immobilien.

Liegt diese Erklärung nicht vor, so wird die Vereinbarung zum in Artikel 44*bis* festgelegten Tarif registriert; alles, was über den in Artikel 44 vorgesehenen Tarif hinaus erhoben wird, ist gemäß Artikel 209 Ziffer 1 c) und aufgrund der Erklärung des Erwerbers mit dem in Absatz 2 vorgesehenen Vermerk zurück zu erstatten.

Wenn sich herausstellt, dass die in Absatz 2 genannte Erklärung unrichtig ist, sind die sich aus der Anwendung von Artikel 44*bis* ergebenden Zusatzgebühren einforderbar und verwirkt der Erwerber eine Geldstrafe in Höhe der hinterzogenen Gebühren.»

**Art. 20** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 44*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 44*bis* - Die in Artikel 44 festgelegte Gebühr wird auf 15% erhöht, wenn der Erwerber, als juristische oder natürliche Person, zum Zeitpunkt des Verkaufs, des Austauschs oder jeglicher entgeltlicher Vereinbarung zur Übertragung des Eigentums oder des Nießbrauchs unter Ausschluss der Dienstbarkeit, des Nutzungsrechts und des Wohnrechts betreffend ein Gebäude, das ganz oder teilweise als Wohnung dient, bereits die Gesamtheit oder mindestens 33% in Volleigentum oder in Nießbrauch von mindestens zwei anderen, in Belgien oder im Ausland gelegenen Immobilien, die als Wohnung dienen, besitzt.

Unter "Wohnung" versteht man das Gebäude oder den Teil eines Gebäudes, insbesondere das Einfamilienhaus oder das Appartement, das aufgrund seiner Art dazu bestimmt ist, von einem Haushalt bewohnt zu werden, oder das als solches benutzt wird.

Wenn ein Gebäude speziell eingerichtet oder umgebaut worden ist, um mehrere deutlich getrennte Wohnungen zu enthalten, wird jede von ihnen als "Wohnung" betrachtet.

Für die Anwendung des in Absatz 1 vorgesehenen Tarifs werden folgende Gebäude nicht berücksichtigt:

1° Gebäude, von denen der Erwerber, als juristische oder natürliche Person, weniger als 33% in Volleigentum oder in Nießbrauch besitzt;

2° Gebäude, deren Erwerber durch eine authentische Urkunde das ihm gehörende dingliche Recht spätestens binnen zwölf Monaten nach der authentischen Urkunde betreffend den Erwerb des dritten Gebäudes tatsächlich abgetreten hat;

3° Gebäude, die Gegenstand einer Enteignungsmaßnahme sind;

4° Gebäude, deren Erwerb zum in Artikel 62 des vorliegenden Gesetzbuches festgelegten Tarif auferlegt wurde.»

**Art. 21** - In Artikel 62 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch Artikel 1 des Gesetzes vom 27. April 1978, werden die Wörter "Die in Artikel 44 festgelegte Gebühr" durch "Die in Artikel 44 und 44*bis* festgelegte Gebühr" ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel 64 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Die in Artikel 44 festgelegte Gebühr" durch "Die in Artikel 44 und 44*bis* festgelegte Gebühr" ersetzt..

**Art. 23** - In Artikel 65 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Die gewöhnliche Gebühr" durch "Die in Artikel 44 und 44*bis* festgelegte Gebühr" ersetzt.



**Art. 24** - In Artikel 71 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "gewöhnliche Gebühren" durch "Die in Artikel 44 und 44bis festgelegte Gebühr" ersetzt.

Unterabschnitt 2 — Schenkung unter Lebenden von beweglichen oder unbeweglichen Gütern

**Art. 25** - Artikel 131 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 131 - Für die Schenkung unter Lebenden von beweglichen oder unbeweglichen Gütern wird auf dem brutto Schenkungsanteil jedes Schenkungsempfängers eine Proportionalsteuer erhoben, die dem in den nachstehenden Tabellen festgelegten Tarif entspricht.

Unter dem Buchstaben a wird der auf den entsprechenden Teilbetrag anwendbare Prozentsatz angegeben.

Unter dem Buchstaben b wird der Gesamtbetrag der Steuer für die vorigen Teilbeträge angegeben.

Tabelle I

Teilbetrag der Schenkung		Gerade Linie	
		zwischen Ehepartnern [und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern]	
von bis einschließlich		a	b
EUR	EUR	v.H.	EUR
0,01	25.000	3	–
25.000,01	100.000	4	750
100.000,01	175.000	9	3.750
175.000,01	200.000	12	10.500
200.000,01	400.000	18	13.500
400.000,01	500.000	24	49.500
Über	500.000	30	73.500

Tabelle II

Teilbetrag der Schenkung		Zwischen Geschwistern		Zwischen Onkeln oder Tanten und Nefen oder Nichten		zwischen anderen Personen	
		a	b	a	b	a	b
von bis einschl.		v.H.	EUR	v.H.	EUR	v.H.	EUR
EUR	EUR	v.H.	EUR	v.H.	EUR	v.H.	EUR
0,01	50.000	10	–	10	–	20	–
50.000,01	75.000	10	5.000	20	5.000	30	10.000
75.000,01	150.000	20	7.500	20	10.000	30	17.500
150.000,01	175.000	20	22.500	30	25.000	40	40.000
175.000,01	300.000	30	27.500	30	32.500	40	50.000
300.000,01	350.000	30	65.000	40	70.000	50	100.000
350.000,01	450.000	40	80.000	40	90.000	50	125.000
Über	450.000	40	120.000	50	130.000	50	175.000

Zwecks der Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

- Ehepartner oder Ehegatte: die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker in einem Eheverhältnis gemäß den Bestimmungen des Buches I, Titel V des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker in einem Eheverhältnis gemäß Kapitel III des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts stand;

- gesetzlich zusammenwohnender Partner: die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker ihren Wohnsitz hatte und mit ihm in einem Verhältnis des gesetzlichen Zusammenwohnens gemäß den Bestimmungen des Buches III, Titel Vbis des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker ihren Wohnsitz oder ihren gewöhnlichen Aufenthaltsort hatte im Sinne des Artikels 4 des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts, und die mit ihm in einer Zusammenlebensbeziehung gemäß Kapitel IV desselben Gesetzbuches stand."

**Art. 26** - In Artikel 131ter desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009 wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - In Abweichung von Art. 131 wird für Schenkungen in gerader Linie, zwischen Ehepartnern und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, des Anteils, den der Schenker in Volleigentum in einem in der Wallonischen Region gelegenen Gebäude besitzt, das ganz oder teilweise zu Wohnungszwecken bestimmt ist, und in dem der Schenker am Datum der Schenkung seit mindestens fünf Jahren seinen Hauptwohnsitz hat, auf dem brutto Schenkungsanteil jedes der Schenkungsempfänger, die die Anwendung dieser Bestimmung beantragen, ggf. abgesehen von dem Wert des beruflichen Teils des besagten Gebäudes, der dem verringerten Steuersatz nach Artikel 140bis unterliegt, eine Proportionalsteuer erhoben, deren Betrag in folgender Tabelle angegeben wird.

Unter dem Buchstaben a wird der auf den entsprechenden Teilbetrag anwendbare Prozentsatz angegeben.

Unter dem Buchstaben b wird der Gesamtbetrag der Steuer auf die vorherigen Teilbeträge angegeben.

Tabelle über den Vorzugstarif bei Schenkungen von Wohnungen			
Teilbetrag der Schenkung			
von	bis einschließlich	a	b
EUR	EUR	v.H.	EUR
0,01	25.000,00	1	–
25.000,01	50.000,00	2	250
50.000,01	100.000,00	4	750
100.000,01	175.000,00	5	2.750
175.000,01	250.000,00	9	6.500
250.000,01	400.000,00	18	13.250
400.000,01	500.000,00	24	40.250
Über	500.000,00	30	64.250

#### Unterabschnitt 3 — Übertragung von Betrieben

**Art. 27** - In Artikel 140*bis* desselben Gesetzbuches wird Paragraph 1 Ziffer 1 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, durch Folgendes ersetzt:

«Im Falle einer Übertragung von landwirtschaftlichen Flächen an den Betreiber oder Mitbetreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die dort ausgeübt wird, sowie in gerader Linie, zwischen Ehegatten und gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, anschließend an die Übertragung jeglichen Anteils der dort ausgeübten landwirtschaftlichen Tätigkeit, werden diese Flächen jedoch als Güter betrachtet, die ein Gesamtvermögen, einen Teilbetrieb oder einen Handelsfonds bilden, mittels deren der Schenker allein oder mit anderen Personen am Tag der Schenkung eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt, unter der Bedingung, dass diese Flächen am Datum der Schenkung Gegenstand eines Pachtvertrags gemäß Abschnitt 3 des Buches III, Titel VIII, Kapitel II des Zivilgesetzbuches sind. In diesem Fall ist der Betrieb im Sinne der Bedingungen nach § 2 Ziffer 1 und nach Artikel 140*quinquies* § 1 Ziffer 1, 2 und 3 der landwirtschaftliche Betrieb des effektiven Betreibers der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Flächen ausgeübt wird, wobei dieser Betrieb in seiner Gesamtheit und in der Situation nach Übertragung der Flächen zu betrachten ist. Für die Übertragung durch Schenkung von landwirtschaftlichen Flächen über 150 Hektar wird der in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Satz jedoch auf 3% gebracht, und wird die Bedingung bezüglich der landwirtschaftlichen Bewirtschaftung dieser Flächen auf 15 Jahre gebracht. Für die Bestimmung dieser 150 Hektar werden die Flächen berücksichtigt, die in den 5 vorherigen Jahren unter der für die Betriebsübertragung geltenden Regelung durch Schenkung übertragen worden sind.»

**Art. 28** - In Artikel 140*quinquies* § 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 werden die Wörter "die in § 1 erwähnten Bedingungen" durch "die in § 1 und in Artikel 140*bis* § 1 Ziffer 1 Absatz 3 erwähnten Bedingungen" ersetzt.

**Art. 29** - In Artikel 140*sexies* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Der (die) Fortsetzer, der (die) die in Artikel 140*bis* § 1 Ziffer 1 Absatz 3 vorgesehene Ermäßigung des Steuersatzes in Anspruch genommen hat (haben), kann die Zahlung der gemäß Art. 131 bis 140 geschuldeten Steuer zuzüglich des nach dem in Zivilsachen gültigen Zinssatz festgelegten gesetzlichen Zinses, der ab dem Datum der Registrierung der Schenkung einforderbar ist, vor dem Ablauf der in Artikel 140*bis* § 1 Ziffer 1 Absatz 3 vorgesehenen Frist anbieten.»

**Art. 30** - In Artikel 140*septies* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, aufgehoben durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, wieder eingeführt durch das Dekret vom 30. April 2009, wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die gemäß Artikel 140*quinquies* § 2 einforderbare Steuer ist jedoch nicht geschuldet, falls das dingliche Recht auf die Güter, für die eine verringerte Steuer in Anspruch genommen wurde, Gegenstand einer unentgeltlichen Übertragung zugunsten des ursprünglichen Schenkers vor dem Ablauf der Frist von 15 Jahren ist, während deren die Bedingung von Artikel 140*bis* § 1 Ziffer 1 Absatz 3 aufrechterhalten werden muss.»

#### Abschnitt 2 - Abänderung der Bestimmungen von Kapitel XIII "Erstattung" des Registrierungsgebührengesetzbuches

**Art. 31** - Artikel 209 Ziffer 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird durch einen Buchstaben c) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«c) dass die Bedingung, der die Anwendung des in Artikel 44 festgelegten Tarifs unterliegt, erfüllt wird;».

#### KAPITEL IV — Bestimmungen im Bereich der Erbschaftssteuer

**Art. 32** - In Artikel 60*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuches wird Paragraph 1 Ziffer 1 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1997, ersetzt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Im Falle einer Erbschaftsübertragung von landwirtschaftlichen Flächen an den Betreiber oder Mitbetreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die dort ausgeübt wird, sowie in gerader Linie, zwischen Ehegatten und gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, anschließend an eine Übertragung jeglichen Anteils der dort ausgeübten landwirtschaftlichen Tätigkeit, werden diese Flächen jedoch als Güter betrachtet, die ein Gesamtvermögen, einen Teilbetrieb oder einen Handelsfonds bilden, mittels deren der Erblasser allein oder mit anderen Personen am Tag des Todes eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübte, unter der Bedingung, dass diese Flächen am Datum des Todes Gegenstand eines Pachtvertrags gemäß Abschnitt 3 des Buches III Titel VIII Kapitel II des Zivilgesetzbuches sind. In diesem Fall ist der Betrieb im Sinne der Bedingungen nach § 1*bis* Ziffer 1 und § 3 Ziffer 1, 2 und 3 der landwirtschaftliche Betrieb des effektiven Betreibers der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Flächen ausgeübt wird, wobei dieser Betrieb in

seiner Gesamtheit und in der Situation nach Übertragung der Flächen zu betrachten ist. Für die Übertragung von landwirtschaftlichen Flächen über 150 Hektar wird der in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Satz jedoch auf 3% gebracht, und wird die Bedingung bezüglich der landwirtschaftlichen Bewirtschaftung dieser Flächen auf 15 Jahre ab dem Tod gebracht. Für die Bestimmung dieser 150 Hektar werden die Flächen, die in den 5 Jahren vor dem Tod durch Schenkung übertragen wurden, zusätzlich zu denen, die durch Erbschaft erhalten wurden, berücksichtigt.»

**Art. 33** - In Artikel 60bis desselben Gesetzbuches wird Paragraph 4 Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 3. Februar 2005, ersetzt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, durch folgende Bestimmung ergänzt:

«und im Falle einer Erbschaftsübertragung im Sinne von § 1 Ziffer 1 Absatz 3, wenn sie die Bewirtschaftung der gesamten oder eines Teils der Flächen nach § 1 Ziffer 1 Absatz 3 vor dem Ablauf der in § 1 Ziffer 1 Absatz 3 vorgeschriebenen, fünfzehnjährigen Frist eingestellt haben.»

**Art. 34** - In Artikel 60bis desselben Gesetzbuches wird Paragraph 5 durch einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die Absätze 1 und 2 sind *mutatis mutandis* auf die durch Paragraph 1 Ziffer 1 Absatz 3 festgelegte Regelung anwendbar, bevor die in dieser Bestimmung vorgesehene fünfzehnjährige Frist abläuft.»

#### KAPITEL V — Maßnahmen im Bereich der Festsetzung, Beitreibung und Streitsachen bezüglich der regionalen Steuern und Abgaben

**Art. 35** - Artikel 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Januar 2008 und 10. Dezember 2009, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Artikel 1 - Vorliegendes Dekret ist anwendbar auf die Steuern und Abgaben (Hauptbetrag und Zinsen) sowie auf die Geldstrafen zugunsten der Region, der Provinzen, der Gemeindeföderationen und der Gemeinden, die durch Dekrete der Wallonischen Region eingeführt werden, soweit diese Dekrete nicht davon abweichen, sowie auf die sonstigen Steuern und Abgaben (Hauptbetrag und Zinsen) zugunsten der Region, der Provinzen, der Gemeindeföderationen und der Gemeinden, wenn vorliegendes Dekret ausdrücklich auf sie anwendbar gemacht wird.

Sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, ist vorliegendes Dekret ebenfalls auf die Zuschlagsteuern anwendbar, die von der Wallonischen Region zugunsten der Provinzen, der Gemeinden und der Gemeindeföderationen erhoben werden.»

**Art. 36** - In demselben Dekret, Artikel 11bis, § 4, eingefügt durch das Dekret vom 28. November 2013 werden die Wörter "und Eurovignette" durch ", Eurovignette und Kilometerabgabe" ersetzt.

**Art. 37** - In demselben Dekret, Artikel 12bis Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 28. November 2013 werden die Wörter "Was die Eurovignette, die Verkehrssteuer und die Inbetriebsetzungssteuer betrifft" durch "Was die Verkehrssteuer, die Inbetriebsetzungssteuer die Eurovignette und die Kilometerabgabe betrifft" ersetzt.

#### KAPITEL VI — Maßnahmen im Bereich der lokalen Demokratie und Dezentralisierung

**Art. 38** - In Teil III, Buch III, Titel II des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung wird Artikel L3321-2 Absatz 2 durch folgenden Absatz ersetzt :

Er ist jedoch nicht anwendbar auf die Zuschlagsteuern auf Steuern der Föderalbehörde sowie auf die Zuschlagsteuern, die von der Wallonischen Region zugunsten der Provinzen und Gemeinden erhoben werden.

#### KAPITEL VII — Maßnahme im Bereich der Steuern auf Masten, Gittermasten und Antennen

**Art. 39** - In dem Programmdekret vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen wird Artikel 149 aufgehoben.

**Art. 40** - In dem Programmdekret vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen wird Artikel 150 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 1 - Die Gemeinden können eine Zuschlagsteuer auf die in Artikel 144 eingeführte Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, die hauptsächlich auf ihrem Gebiet aufgestellt sind, einführen.

§ 2 - Die Zuschlagsteuer kann nicht Gegenstand irgend einer Kürzung, Befreiung und Ausnahme sein.»

#### KAPITEL VIII — Maßnahmen im Bereich der Finanzierung der Wasserpolitik

**Art. 41** - Artikel D.262 Absatz 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 3 wird Buchstabe a) durch folgenden Text ersetzt:

"a) "N2" der Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Vorhandensein von Schwermetallen entspricht. Die zu dosierenden Metalle sind "Gesammetalle";";

2° unter Ziffer 6 wird Buchstabe b) durch folgenden Text ersetzt:

"b) "e" ein Reduktionskoeffizient ist, durch den die Ökotoxikologie schrittweise eingeführt werden soll. Bis zum 31. Dezember 2016 ist der Koeffizient "e" gleich 0.

Ab dem 1. Januar 2017 ist der Koeffizient gleich 0,25.

Ab dem 1. Januar 2018 ist der Koeffizient gleich 0,50.

Ab dem 1. Januar 2019 ist der Koeffizient gleich 1,00.

**Art. 42** - Artikel D.271 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um folgenden Text ergänzt:

«Der Abgabe unterliegt der Landwirt im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, der mindestens eine der drei folgenden Bedingungen erfüllt:

1° er hält genügend Zuchttiere, um der Erklärung oder Genehmigung kraft des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seiner Ausführungserlasse unterworfen zu sein;

2° er verfügt über eine Anbaufläche (außer Wiesen) von mindestens einem halben Hektar;

3° er verfügt über mindestens 30 Hektar Wiesen.»

**Art. 43** - In Artikel D.272 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden die Wörter «entspricht der Summe der Umweltbelastung "Viehbestand" und der Umweltbelastung "Böden"» durch "berücksichtigt die Umweltbelastung "Zuchttiere" und die Umweltbelastung "Böden" ersetzt.

**Art. 44** - Artikel D.273 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "N = N1 + N2" durch "N = 2 + N1 + N2" ersetzt;

2° in Paragraph 3 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«N1 ist die Umweltbelastung "Zuchttiere". Die Belastung wird festgelegt, indem die Produkte, die sich aus der Multiplikation der Anzahl Tiere einer jeden Kategorie mit ihrem in der Tabelle der Anlage III angeführten Stickstoffkoeffizienten ergeben, addiert werden.»;

3° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 3. N2 entspricht der Umweltbelastung "Böden". Die Belastung wird festgelegt, indem die Produkte, die sich aus der Multiplikation der Kulturen- und Wiesenflächen mit den folgenden Koeffizienten ergeben, addiert werden:

1° Koeffizient "Kulturen" = 0.3

2° Koeffizient "ökologische Kulturen" = 0.15

3° Koeffizient "Wiesen" = 0.06

4° Koeffizient "ökologische Wiesen" = 0.03

Diese Koeffizienten geben den durchschnittlichen Stickstoffrückstand im Boden, den durchschnittlichen Einsatz von Pestiziden und das Erosionspotential für die Kulturen und Wiesen an.

N2 = Flächen je Kategorie × Koeffizient der entsprechenden Kategorie.»

**Art. 45** - In Artikel D.274 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird Paragraph 2 aufgehoben.

**Art. 46** - Artikel D.275 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort "Viehbestand" durch "Zuchttiere" ersetzt und werden die Wörter "berechnet die Verwaltung den Betrag der Abgabe innerhalb einer Frist von vier Jahren nach deren Festlegung nach" durch folgende Wörter ersetzt: "kann die Verwaltung binnen zwei Jahren nach der Feststellung einer Regelwidrigkeit den Betrag der Abgabe bis vier Jahre vor dieser Feststellung nachberechnen, dies nur für die Jahre, die der Feststellung einer Regelwidrigkeit entsprechen." ;

2° in Paragraph 1 wird Absatz 2 aufgehoben;

3° die Paragraphen 2 und 3 werden aufgehoben.

**Art. 47** - In Artikel D.278 § 4 Absatz 2 Ziffer 2 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird das Wort "Unternehmensnummer" durch "Unternehmens- oder Erzeugernummer" ersetzt.

**Art. 48** - Der Anhang III desselben Buches, ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Die Wörter «A) Umweltbelastung "Viehbestand" » werden durch die Wörter "Umweltbelastung "Zuchttiere"» ersetzt;

2° in der Tabelle A) werden die Wörter "Trächtige Sau und Sau mit Ferkeln, die jünger als 4 Wochen sind" durch "Sau" ersetzt;

3° der Titel B) und die Tabelle werden aufgehoben.

#### KAPITEL IX — Inkrafttreten

**Art. 49** - Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 2016 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 36 und 37, die am 1. April 2016 in Kraft treten.

Die Artikel 19 bis 24 finden auf alle Vereinbarungen zur entgeltlichen Übertragung von Immobiliengütern Anwendung, die ab dem 1. Januar 2016 unterzeichnet werden.

Die Artikel 25 bis 31 finden auf alle authentischen Schenkungsurkunden Anwendung, die ab dem 1. Januar 2016 unterzeichnet werden.

Die Artikel 32 bis 34 sind auf alle ab dem 1. Januar 2016 eröffneten Erbschaften anwendbar.

#### KAPITEL X — Schlussbestimmungen

**Art. 50** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2016 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Dezember 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

---

Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2015-2016*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments 331 (2015-2016), Nrn. 1 bis 5*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 16. Dezember 2015*

Diskussion.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 17. Dezember 2015*

Diskussion. Abstimmung.

## Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2016

(In Tausend EUR)

Anweisender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	Ursprüngliche Schätzungen	
			Pro Artikel	Gesamtbetrag
		<b>TITEL I - LAUFENDE EINNAHMEN.</b>		
		<b>Sektor I - Steuerliche Einnahmen</b>		
		<b>Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15 Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt</b>		
CD	36 01 20	(Abgeändert) Abgaben für die Einleitung von Abwasser, für die Umweltbelastungen und für die Entnahmen von aufbereitem Grundwasser, Gebühren und Entnahmeabgaben für die Wasserentnahmen, die aufgrund des Wassergesetzbuches erhoben werden (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz, Abteilung Wasserschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15 und zugunsten des internationalen Solidaritätsfonds für Wasser: Basisartikel 01.04, Programm 13, Organisationsbereich 15)	62.355	
CD	36 01 70	Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung von Abfällen erhobene Abgaben und Gebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Abfallstoffe: Basisartikel 01.01, Programm 13, Organisationsbereich 15)	27.000	
CD	36 02 70	Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2012 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	270	
CD	36 03 70	(Neu) Steuern auf Einrichtungen, die Rücknahmepflichten erfüllen (Einnahmen, die dem Fonds für die Abfallbewirtschaftung zugewiesen werden: Basisartikel 01.01, Programm 13, Organisationsbereich 15)	3.000	
CD	38 01 50	Aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich bezogene Beträge (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	500	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		93.125 93.125
		<b>Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie</b>		
CD	36 01 90	Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Sanierung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen und von vorrangigen Landschaften): Basisartikel 01.01, Programm 16, Organisationsbereich 03)	100	
FU	36 02 90	Steuer auf Windkrafttürme	0	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		100 100
		<b>Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17 Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit</b>		
FU	36 01 90	Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, die für die Durchführung, direkt mit der Öffentlichkeit, eines mobilen Telekommunikationsvorgangs durch den Operator eines öffentlichen Telekommunikationsnetzes bestimmt sind.	21.945	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		21.945 0
		<b>Allgemeine steuerliche Einnahmen - Organisationsbereich 19 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie</b>		
LA	36 01 40	Einregistrierungsgebühren bei entgeltlicher Übertragung unbeweglicher Güter	883.789	
LA	36 02 40	Einregistrierungsgebühren bei der Bestellung einer Hypothek auf einem in Belgien gelegenen Immobiliengut	118.207	
LA	36 03 40	Einregistrierungsgebühren bei teilweisen oder ganzen Teilungen von in Belgien gelegenen Immobiliengütern, bei entgeltlichen Abtretungen zwischen Miteigentümern von ungeteilten Teilen solcher Güter	20.077	
LA	36 01 60	Kraftfahrzeugsteuer	437.660	
LA	36 02 60	Steuer für die erste Inbetriebnahme eines Fahrzeugs	123.198	
LA	36 03 70	Abgabe auf die Differenz von CO <sub>2</sub> -Emissionen durch Fahrzeuge, die von einer natürlichen Person in Betrieb genommen werden (Malus)	0	
LA	36 01 80	Steuer auf verwaarloste Wohnungen	0	
LA	36 02 90	Steuer auf Spiele und Wetten	23.500	
LA	36 03 90	Spielautomatensteuer	19.590	
LA	36 04 90	Schankkonzessionssteuer	2	
LA	36 05 90	Rundfunk- und Fernsehgebühren	116.156	
LA	36 06 90	Eurovignette	0	
LA	36 07 90	Steuer auf Automaten	19.300	
LA	37 01 0	Immobiliensteuervorabzug	34.140	
LA	37 02 0	Zinsen und Strafgelder auf regionalen Steuern (Artikel 6 § 85 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001)	12.881	
LA	56 01 50	Einregistrierungsgebühren bei Schenkungen von beweglichen oder unbeweglichen Gütern unter Lebenden	126.270	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 19 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		1.934.770 0
		<i>Gesamtbetrag für Sektor I. Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.049.940 93.225

				<b>Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen</b>	
				<b>Allgemeine Einnahmen – Organisationsbereich 09</b>	
LA	11	1	11	Einnahmen in Bezug auf das FWB-Personal von eVbs	180
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 09</i>	180
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	0
				<b>Allgemeine Einnahmen – Organisationsbereich 10</b>	
PM	16	01	12	Ertrag der Studien und Verkauf von Veröffentlichungen im Bereich der Statistik	#REF!
PM	16	02	12	Anmeldungsgebühren für durch die Region organisierte Veranstaltungen	#REF!
PM	38	01	50	Haushaltsfonds in Sachen Lotterie (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Haushaltsfonds in Sachen Lotterie: Basisartikel 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 10)	4.503
PM	49	01	24	Einnahmen, die von der Französischen Gemeinschaft stammen, als Beteiligung an der Weiterbehandlung des bereichsübergreifenden strategischen Plans 2 "Entwicklung des Arbeitskräftepotentials, der Kenntnisse und des Know-hows"	#REF!
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 10</i>	#REF!
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	4.503
				<b>Allgemeine Einnahmen – Organisationsbereich 11</b>	
				<b>Personal und allgemeine Angelegenheiten</b>	
LA	11	01	11	Rückzahlungen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Gehälter, Zulagen und Soziallasten der Bediensteten des ÖDW	2.000
LA	11	03	11	Rückzahlung an den ÖDW der Gehälter und Zuwendungen der Bezirkseinknehmer	11.000
LA	11	01	40	Beitrag des Personals des ÖDW im Ankauf von Essensgutscheinen	30
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 11</i>	#REF!
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	0
				<b>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 11</b>	
				<b>Worunter zweckgebundene Einnahmen</b>	
LA	06	01	00	Verschiedene Erträge	8.000
LA	06	02	00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen	4.500
LA	08	01	10	Rückerstattung der Beträge hinsichtlich der durch die Kontrollorgane der Region bei den Gesetzen vom 10. Juni 1937 und 16. März 1954 unterworfenen Einrichtungen öffentlichen Interesses und bei den sonstigen pararegionalen Einrichtungen getätigten Ausgaben	0
LA	11	01	11	Einnahmen in Bezug auf das Personal von FWB new CIF	0
LA	12	01	11	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer, die über Geldvorschüsse verfügen	4.000
LA	16	03	12	Betreibung der Summen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Material und Dienstleistungen für den Betrieb der Verwaltungen, mit Inbegriff des Verkaufsertrags der nicht mehr benutzten Güter	20
LA	16	04	12	Erlös aus dem Verkauf von kurzlebigen Gütern und von Dienstleistungen.	300
LA	16	05	12	Laufende Einnahmen infolge der Verwaltung des Regionalvermögens	0
LA	16	06	12	Mieterlös von nicht spezifischen Gütern	500
LA	26	01	10	Anlagezinsen	0
LA	27	01	30	Ertrag der Geschäfte bezüglich überschüssiger Anleiheausgaben	0
LA	38	01	00	Betreibung der mit Streitsachen verbundenen Schuldforderungen	500
LA	38	01	10	Abhebung der Kauttionen und Ertrag der Kauttionen nach Konkursen	10
LA	38	02	10	Ertrag der Abzüge und Geldstrafen wegen Verzögerung, die von Auftragnehmern zu zahlen sind	80
LA	46	01	40	Beitrag des "Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne" (Fonds zur Angleichung der Haushaltspläne der Wallonischen	0
LA	49	02	24	Von der französischen Gemeinschaft übertragene Mittel	347.340
LA	49	03	24	Von der französischen Gemeinschaft zusätzliche übertragene Mittel	0
LA	49	04	24	Von der französischen Gemeinschaft übertragene Mittel - Endgültige Abrechnung des vorherigen Haushaltsjahres	1.141
LA	49	05	24	Außergewöhnliche Dotation der Französischen Gemeinschaft	0
LA	49	05	41	Mit den übertragenen Zuständigkeiten verbundene Mittel	2.609.503
LA	49	06	24	Von der "CFWB" erhaltene Mittel (Abkommen der Sainte Emilie)	3.374.894
LA	49	01	41	Rückständige Beträge, die die Regie der Gebäude der Region schuldet	0
LA	49	02	41	Dotation der Federalbehörde f.d. Gruppe Spiele und Wetten	3.604
LA	49	04	41	Föderale Dotation Kfz-Verkehrssteuer / Inbetriebsetzungssteuer	6.142
LA	49	01	42	Zugebilligter Anteil der Steuern natürlicher Personen	0
LA	49	02	42	Zugebilligter Anteil der Steuern natürlicher Personen - Endgültige Berechnung des vorherigen Haushaltsjahres	0
LA	49	03	42	Zugebilligter Anteil der Steuern natürlicher Personen - Einnahmen aus Zuschlagzehnteil unter Abzug der verbundenen steuerlichen Ausgaben	2.492.610
LA	49	01	43	Steuerermäßigungen	0
LA	49	02	43	Einnahmen aus Verkehrsgebühren	43.902
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>	8.897.046
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	0

			<b>Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15</b>		
			Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt		
CD	38	01 50		7	
CD	38	02 50	WBT - Einnahmen aus dem Gebührenkonto (zweckgebundene Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 03, Organisationsbereich 15) Administrative Geldbußen, die in Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere und seiner Durchführungserlasse erhoben werden (zweckgebundene Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 03, Organisationsbereich 15)	8	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15</i>					15
<b>Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 16</b>					15
Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie					
LA	28	01 30	Ertrag der Gebühr in Verbindung mit der Organisation des Elektrizitäts- und Gasmarkts	0	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16</i>					0
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>					0
<b>Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 17</b>					
Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit					
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17</i>					0
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>					0
<i>Gesamtbetrag für Sektor II</i>					#REF!
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>					4.518
<b>Sektor III - Einnahmen besonderer Art</b>					
<b>Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 10</b>					
CD	16	01 11	Erlös aus dem Verkauf von geomatischen Daten	56	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 10</i>					56
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>					0
<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12</b>					
Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie					
LA	21	01 10	Rückerstattung der zuviel geleisteten Provisionszahlungen für Schuldzinsen	0	
LA	26	01 10	Diskrepanz zwischen den Zinssätzen der von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) für die	347	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>					347
<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>					0



		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 13 Straßen und Gebäude			
LA	11 01 11	Rückzahlungen im Zusammenhang mit der Übernahme der Entlohnungen, Zulagen und Soziallasten des Personals der durch das Fonds der technischen Studien finanzierten Studienbüros		0	
PR	16 01 11	(Abgeändert) Einnahmen infolge der externen Dienstleistungen der Studienbüros des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (für den Fonds der technischen Studien zweckbestimmte Einnahmen: Basisartikel 01.04, Programm 02, Organisationsbereich 13)		2.175	
PR	16 01 12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern		220	
MA	28 01 10	Mit dem Betrieb der Telekommunikationsnetze verbundene Einnahmen		60	
PR	28 02 10	Gebühren bezüglich des Betriebs der am Wegenetz gelegenen Nebenanlagen		0	
RC	36 01 90	Haushaltsfonds zur Förderung und Entwicklung der Pferdesporttätigkeit (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds zur Förderung und Entwicklung der Pferdesporttätigkeit: Basisartikel 01.01, Programm 11, Organisationsbereich 13)		800	
PR	36 02 90	(Abgeändert) Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Straßen- und Autobahnnetz der Region- Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Fernstraßen und Autobahnen (zweckgebundene Einnahmen für Fonds für den Straßenverkehr: Basisartikel 01.01, Programm 02, Organisationsbereich 13)		27.219	
PR	38 01 50	Unmittelbare Vorschriften, Vergleiche und Geldbußen in Zusammenhang mit Verstößen gegen die unter die Zuständigkeit der Regionen fallenden Regelungen in Sachen Verkehrssicherheit (Einnahmen, die dem Fonds für regionale Verkehrsverstöße zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 02, Organisationsbereich 13)		300	
PR	39 01 10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Straßen		0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 13</i>	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	
					30.774
					30.494
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 14 Mobilität und Wasserstraßen			
CD	06 01 00	Einnahmen infolge der Aktivität der Flugplätze		0	
PR	16 02 11	Einnahmen aus den Aktivitäten der regionalen Staudämme		100	
CD	16 02 12	Ertrag der Vermietung des durch die Transportverwaltung verwalteten Eigentums		0	
CD	16 03 12	Einnahmen infolge der Abonnements für Schülertransport		0	
RC	16 04 12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern		122	
PR	28 03 10	(Abgeändert) Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Wasserwegenetzes - Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Wasserwege (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Binnenschiffsverkehr: Basisartikel 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 14)		2.000	
CD	38 01 30	Einnahmen infolge der Rückerstattung der an den Fahrzeugen für Schülertransport verursachten Schäden		5	
PR	39 02 10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Wasserwege		0	
PR	39 03 10	Verschiedene Einnahmen im Bereich der Verkehrssicherheit (Einnahmen, die dem Fonds für die Verkehrssicherheit zugewiesen werden: Basisartikel 01.06, Programm 02, Organisationsbereich 14)		400	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 14</i>	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	
					2.627
					2.400
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15 Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt			
FU	06 02 00	Erträge aus der Verwaltung der Treibhausgasemissionszertifikate kraft des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto, abgeändert durch das Dekret vom 2006. Juni 22 (Dem Wallonischen Kyoto-Fonds zugewiesene Einnahme: Basisartikel 01.02, Programm 13, Organisationsbereich 15)		40.000	
RC	16 03 11	Einnahmen aus dem Vertrieb von forstwirtschaftlichen Erzeugnissen		170	
RC	16 05 11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes der ehemaligen "Gruerie d'Arion" (Staatsforstgesetz vom 26. Juli 1952, Artikel 7) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Wälder der ehemaligen "Gruerie d'Arion": Basisartikel 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 15)		130	
RC	16 06 11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes von Herbeumont (Staatsforstgesetz vom 10. Juli 1983, Artikel 1er16) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung des Waldes von Herbeumont: Basisartikel 01.03, Programm 11, Organisationsbereich 15)		50	
RC	16 07 11	Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen und des aufgesägten Holzes		14.175	
RC	16 08 11	Anteil der Region am Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen in den ungeteilten Wäldern		730	
RC	16 05 12	Ertrag aus dem Verkauf von Wildbret und Beiträge der Gäste bei den Königlichen Jagden		35	
CD	16 06 12	Beitrag im Rahmen der Leistungen für die Identifizierung und Eintragung der Hunde (Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 03, Organisationsbereich 15)		170	
RC	26 02 10	(Abgeändert) Von Schuldner der Bordenordnung- bzw. Flurbereinigungsausschüsse, denen eine verteilte Rückzahlung des Rechnungssaldos bewilligt worden ist, gezahlte Ertragszinsen		6	
RC	28 01 30	(Abgeändert) Erträge infolge des Eigentums der im Rahmen der Bodenpolitik erworbenen Immobilien (Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für die landwirtschaftliche Bodenpolitik zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 12, Organisationsbereich 15)		207	
RC	28 02 30	Ertrag aus der Verpachtung der Jagdberechtigung		1.600	
RC	31 01 32	Rückzahlung von Zuschüssen und Vorschüssen im Rahmen von wissenschaftlichen und technischen Forschungsprogrammen oder -projekten		0	
RC	31 02 32	Einnahmen infolge der Haushaltsregelung (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds "S.I.G.E.C.") : Basisartikel 01.04, Programm 04, Organisationsbereich 15)		130	
RC	31 03 32	Pauschalentlohnungen im Zusammenhang mit dem Informationsnetz "landwirtschaftliche Buchführung"		77	
RC	36 03 90	(Abgeändert) Gebühren und Entlohnungen infolge des Artikels D.193 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds für die Gesundheit und die Qualität der Tiere und Tiererzeugnisse: Basisartikel 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 15)		625	
RC	37 01 70	Anteil der Region am Ertrag der Angel-, Jagd- und Fangjagdscheine und der diesbezüglichen Prüfungen		3.920	
CD	37 02 70	Aufgrund Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen erhobene Aktegebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)		200	
CD	37 03 70	Bearbeitungsgebühren, die für die Ausstellung des gleichlautenden Auszugs der Datenbank über den Zustand der Böden erhoben werden (Einnahmen, die dem Fonds für den Umweltschutz zugewiesen werden: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)		0	
CD	38 01 10	Ertrag aus den Beteiligungen der Versteller, der zugelassenen Klärungsanlagen und der SPGE auf freiwilliger Basis und aus verschiedenen Spenden und Vermächtnisse an den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser (zweckgebundene Einnahmen für den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser: Basisartikel 01.04, Programm 13, Organisationsbereich 15)		1	
CD	38 01 50	Belegene Einnahmen im Rahmen der Beteiligung seitens der Stelle, die mit der Rücknahmepflicht von Haushaltsabfällen beauftragt ist, im Anwendung von Artikel 13, § 1, 12' des Kooperationsabkommens vom 4. November 2008 über das Zusammenarbeitsabkommen über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung: Basisartikel 01.01, Programm 13, Organisationsbereich 15)		1.967	
CD	38 02 50	Verschiedene Schenkungen und Legate an den Fonds für das Wohlbefinden der Tiere (Einnahmen, die dem Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen werden: Basisartikel 01.02, Programm 03, Organisationsbereich 15)		0	
CD	49 01 10	Rückzahlung der im Rahmen von europäischen Projekten bewilligten Vorschüsse betreffend den durch die EWG mitfinanzierten Teil (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz: Basisartikel 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)		2.270	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15</i>	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	
					66.463
					45.750

			<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16</b>	
			<b>Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie</b>	
FU	26	03 10	Zinsertrag der beizulegenden Vorschüsse und Beteiligung an den Gewerbeerträgen von Unternehmen in Sachen allgemeiner Energiepolitik	0
FU	26	04 10	Zinsertrag der beizulegenden Vorschüsse in Sachen Wohnungswesen	278
CD	28	04 10	Gebühren in Sachen Straßenbaugenehmigungen	0
FU	28	01 20	Ausgeschüttete Dividende aus der Kapitalbeteiligung der Region in den anerkannten Wohnungsbaugesellschaften	0
FU	34	01 41	Von der Gesellschaft, bei der eine Einkommensverlustversicherung abgeschlossen wurde, zugunsten der Region überwiegender Gewinnanteil	150
FU	36	04 90	Einnahmen aus den in Artikel 13ter des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten administrativen Geldbußen und aus den in Artikel 190, § 3 desselben Gesetzbuches erwähnten Strafen (zweckgebundene Einnahmen für den regionalen Fonds für Ersatzwohnungen: Basisartikel 01.01, Programm 12, Organisationsbereich 16)	75
FU	36	05 90	Einnahmen aus den kraft der Artikel 200bis und 200ter des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingezogenen Geldbußen	210
FU	38	02 10	Ertrag aus verschiedenen Geldstrafen und Gebühren in Zusammenhang mit der Organisation des Elektrizitäts- und Gasmarkts und dem Fonds kraft gesetzlicher, verordnungsmäßiger oder durch Übereinkommen vereinbarter Bestimmungen zugewiesene Mittel für die Finanzierung der gemeinsinnigen Verpflichtungen im Elektrizitäts- und Gasmarkt (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für Energie: Basisartikel 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 16)	15.000
			<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16</i>	15.713
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	15.075
			<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17</b>	
			<b>Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit</b>	
PR	11	02 11	Mit der Übernahme der Vergütungen des Personals der psychiatrischen Krankenhäuser verbundene Rückerstattungen	0
PR	39	04 10	Rückzahlung Europäischer Mitfinanzierung	0
			<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17</i>	0
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	0
			<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 18</b>	
			<b>Unternehmen, Beschäftigung und Forschung</b>	
MA	16	09 11	Beratungsverträge	5
MA	16	10 11	Miete von Industriegebäuden in Anwendung von Artikel 42 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung	455
MA	26	05 10	Zinsertrag der beizulegenden Vorschüsse und der Obligationsdarlehen, die den Unternehmen im Rahmen ihrer Entwicklung und Umstrukturierung bewilligt werden.	0
MA	26	06 10	Zinsertrag der beizulegenden Vorschüsse : Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	0
MA	27	01 10	Beteiligung an den Gewerbeerträgen von öffentlichen oder privaten Unternehmen	0
MA	31	05 32	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	0
MA	31	06 32	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	80
MA	31	07 32	Beitreibung von Beschäftigungsprämien aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung	2
TI	36	01 90	Einnahmen im Rahmen der Ausstellung von Berufsausweisen	69
MA	38	01 20	Beiträge im Zusammenhang mit der Gewährung regionaler Garantien	0
TI	38	10 00	(Neu) Einnahmen im Rahmen der Sicherheitsleistungen für die Dienstleistungschecks	600
MA	49	02 41	Zusätzliche Mittel, die vom Föderalstaat im Rahmen der Finanzierung des Sozialwirtschaftssektors erteilt werden	0
			<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 18</i>	1.211
			<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	0
			<b>Gesamtbetrag für Sektor III</b>	117.191
			<b>Worunter zweckgebundene Einnahmen</b>	93.719
			<b>Gesamtbetrag für TITEL I</b>	#REF!
			<b>Worunter zweckgebundene Einnahmen</b>	191.462

			<b>TITEL II - KAPITALEINNAHMEN.</b>			
			<b>Sektor I - Steuerliche Einnahmen</b>			
			<b>Allgemeine steuerliche Einnahmen – Organisationsbereich 19 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie</b>			
LA	56	02	50	Erbschaftssteuer und Übertragungssteuer von Todes wegen	728.421	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 19 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		728.421 0
				<i>Gesamtbetrag für Sektor I. Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		728.421 0
			<b>Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen</b>			
			<b>Allgemeine Einnahmen – Organisationsbereich 10</b>			
LA	06	01	00	Verschiedene Einnahmen	30	
LA	06	02	00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen	140	
LA	73	01	10	Betreibung der getätigten Kosten für Arbeiten und Enteignungen für Rechnung von Drittpersonen	0	
LA	74	01	22	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer des ODW, die über Geldvorschüsse verfügen	500	
LA	76	01	12	Ertrag aus dem Verkauf von nicht benutzten Landentnahmen	1.000	
LA	76	01	32	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien	750	
LA	76	02	32	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien infolge der Immobilienverwaltung der Gebäude und der Niederlassungen	0	
LA	77	01	20	Ertrag aus dem Verkauf von anderen Vermögensgütern	0	
LA	77	02	20	Erlös aus dem Verkauf von nicht mehr benutzten oder außer Betrieb genommenen langlebigen beweglichen Gütern	100	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 10 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.520 0
				<i>Gesamtbetrag für Sektor II. Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.520 0
			<b>Sektor III - Einnahmen besonderer Art</b>			
			<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie</b>			
LA	06	01	00	Einnahmen aus der energetischen Immobilienverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (Zweckgebundene Einnahmen für den Fonds der energetischen Immobilienverwaltung; Basisartikel 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 12)	0	
LA	96	01	10	Disreganz bezüglich der Tilgung zwischen den von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) für die Finanzierung der Tätigkeitsprogramme 1986-1987 aufgenommenen Anleihen	2.721	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.721 0
			<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 14 Mobilität und Wasserstraßen</b>			
CD	16	01	11	Außergewöhnliche Einnahmen in Sachen Schülertransport	45	
CD	57	01	20	Rückzahlung durch die SRWT der Mehrbeträge und des Erlöses aus dem Verkauf von Immobiliengütern	0	
CD	69	01	41	Beteiligung des Staates an Investitionen zugunsten der Flughäfen und Flugplätze	0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 14 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		45 0
			<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15 Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt</b>			
RC	76	01	11	(Neu) Erlös aus dem Verkauf von Holz aus domanialen Wäldern	5.000	
RC	76	01	32	(Abgeändert) Erträge infolge des Verkaufs und der Zuweisung von Immobiliengütern (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die landwirtschaftliche Bodenpolitik; Basisartikel 01.02, Programm 12, Organisationsbereich 15)	302	
RC	86	01	70	(Abgeändert) Erträge infolge der Beitreibung von Beträgen, die von den Eigentümern, Nießbrauchern und Betreibern nach den Flurbereinigungsmaßnahmen oder den Bodenordnungsmaßnahmen für ländliche Güter geschuldet werden	647	
RC	86	02	70	(Abgeändert) Erträge infolge der Beitreibung der für die technischen Ausgaben im Rahmen der Anwendung der Gesetze über die Flurbereinigung oder die Bodenordnung von ländlichen Gütern genehmigten Vorschüsse	600	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		6.549 302
			<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie</b>			
FU	51	01	12	Rückerstattung der den öffentlichen und privaten Organismen gewährten Zuschüsse in Sachen Wohnungsbau	0	
FU	53	01	10	Rückerstattung der den Privatpersonen gewährten Wohnungsbaubehilfen	0	
CD	76	01	12	Erträge aus dem Verkauf von wieder einzurichtenden Industriegeländen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Erneuerung der wallonischen Industriegebiete; Basisartikel 01.05, Programm 03, Organisationsbereich 16)	100	
CD	76	02	12	Erträge aus dem Verkauf von Geländen der "sucrerie de Genappe" (Einnahmen, die dem Fonds zur Sanierung der stillgelegten Gewerbetriebsgelände und für die vorrangige Sanierung von Landschaften zugewiesen werden; Basisartikel 01.01, Programm 16, Organisationsbereich 03)	2.500	
FU	76	02	32	Ertrag aus dem Verkauf der durch die ehemalige SDRW gebauten Wohnungen	0	
FU	86	01	10	Rückzahlung von betreibbaren Vorschüssen in Sachen Wohnungswesen	453	
CD	87	01	20	Rückzahlung von betreibbaren Vorschüssen, die für den Abbruch von Immobilien bewilligt wurden, die in Übertretung der Bestimmungen des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung und den Städtebau errichtet worden sind	2	
FU	87	02	20	Rückerstattung von Vorschüssen im Rahmen der Ecopack-Regelung (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds bezüglich der Ecopack-Regelung); Basisartikel 01.01, Programm 41, Organisationsbereich 16)	17.755	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		20.810 20.355

			0			
<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17</b>						
<b>Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit</b>						
PR	86	02	10	Rückzahlung von den psychiatrischen Krankenhäusern gewährten beizulegenden Vorschüssen	0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17</i>	0	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	0	
<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 18</b>						
<b>Unternehmen, Beschäftigung und Forschung</b>						
MA	51	02	12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	1.000	
MA	51	03	12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	3.000	
MA	86	03	10	Ertrag bei Beteiligungsverzicht und Rückzahlung der bewilligten Mittel im Rahmen der Entwicklung und der Umstrukturierung der Betriebe	0	
MA	86	04	10	Beitreibung von Vorschüssen und Gebühren, die durch Strategieabkommen gewährt werden (ex SDRW – C.P.T.E.I.)	0	
MA	86	05	10	Fonds für industrielle Erneuerung (zweckgebundene Einnahmen für den FRI : Basisartikel 51.07, Programm 02, Organisationsbereich 18)	0	
MA	86	03	70	Einnahmen in Anwendung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Forschung: Basisartikel 01.01, Programm 34, Organisationsbereich 18)	19.000	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 18</i>	23.000	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	19.000	
				<i>Gesamtbetrag für Sektor III.</i>	53.125	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	39.657	
				<i>Gesamtbetrag für TITEL II.</i>	784.066	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	39.657	
<b>TITEL III - ERTRÄGE DER DARLEHEN</b>						
<b>Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen</b>						
<b>Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12</b>						
<b>Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie</b>						
LA	96	01	10	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in Euro	0	
LA	96	01	20	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in ausländischer Währung	0	
				<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>	0	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	0	
				<i>Gesamtbetrag für Sektor II.</i>	0	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	0	
				<i>Gesamtbetrag für TITEL III.</i>	0	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	0	
				<b>ALLGEMEINER GESAMTBETRAG</b>	#REF!	
				<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>	231.119	
<i>Gesehen, um dem Dekretentwurf beigelegt zu werden</i>						

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2015/27240]

**17 DECEMBER 2015. — Decreet houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2016 (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor het begrotingsjaar 2016, worden de opende ontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 11.081.905 duizend euro, overeenkomstig Titel I van de bij dit decreet gevoegde tabel.

**Art. 2.** Voor het begrotingsjaar 2016, worden de kapitaalontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 784.066 duizend euro, overeenkomstig Titel II van de bij dit decreet gevoegde tabel.

**Art. 3.** De belastingen en taksen geïnd ten bate van het Gewest die op 31 december 2015 bestaan, zullen worden ingevorderd tijdens het jaar 2016, overeenkomstig de wetten, decreten en tarieven die de grondslag en de inning daarvan regelen.

**Art. 4.** § 1. De Minister van Begroting wordt gemachtigd tot dekking, door leningen die zowel in België als in het buitenland mogen worden uitgegeven, in euro of in vreemde valuta :

1° van de financiering van de begrotingsuitgaven niet gedekt door de begrotingsontvangsten;

2° van de terugbetaling van de nog niet afgeschreven leningen en obligaties van in Belgische frank of in vreemde valuta uitgeschreven leningen waarvan de eindtermijn in 2016 is vastgesteld;

3° van de vervroegde gehele of gedeeltelijke terugbetaling van in euro of in vreemde valuta uitgeschreven leningen, overeenkomstig de bepalingen van de ministeriële emissiebesluiten of leningsovereenkomsten;

4° van de verrichtingen van dagelijks beheer van de Schatkist of van de in het belang van de Schatkist verwezenlijkte verrichtingen van financieel beheer, met inbegrip van de voor hun goede afloop nodige beleggingen.

§ 2. De Minister van Begroting wordt ertoe gemachtigd, met instemming van de houders en overeenkomstig de marktvoorwaarden, bestaande leningen geheel of ten dele om te zetten in leningen van het type "Thesauriebewijzen op lange termijn" en de termijn ervan aan te passen.

**Art. 5.** De Minister van Begroting is gemachtigd :

1° tot het scheppen van thesauriebewijzen of van andere financieringsmiddelen die interest opbrengen, ten belope van het bedrag van de af te sluiten leningen, zowel in België als in het buitenland, in euro of in vreemde valuta;

2° tot uitvoering van elke verrichting van dagelijks beheer van de Schatkist of van elke verrichting van financieel beheer die verwezenlijkt wordt in het algemeen belang van de Schatkist, met inbegrip van het afsluiten van beleggingsovereenkomsten die voor hun goede afloop noodzakelijk zijn en met inachtneming van het voorzichtigheidsprincipe;

3° tot aanpassing van de terugbetalingsvoorwaarden en -termijnen, met instemming van de uitleners, wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven privé-leningen;

4° tot uitvoering van de in artikel 7, tweede lid, bepaalde financiële beheersverrichtingen wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven leningen.

**Art. 6.** De voorlopige uitgaven inzake de samenstelling van activa (openbare leningen en thesauriebewijzen op lange termijn) en de bijkomende kosten, alsook de ontvangsten voortvloeiend uit de tegeldemaking van deze samengestelde activa, de bijkomende uitgaven en de ontvangsten die eruit voortvloeien kunnen geboekt worden op speciaal daartoe geopende bankrekeningen bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, als wettelijk gevolg van het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

De samengestelde activa kunnen ook ingeschreven worden op bijzondere effectenrekeningen die daartoe namens de Waalse Schatkist geopend zijn bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, die wettelijk voortkomt uit het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

**Art. 7.** De Minister van Begroting is ertoe gemachtigd volgende inkomsten af te trekken van de leningslasten van Wallonië :

1° de inkomsten van de in het kader van de beheersverrichtingen van de Schatkist waarvan sprake in artikel 5, 1° en 2°, belegde opbrengsten van leningen in euro;

2° de aan het Waalse Gewest toegewezen inkomsten of kapitalen ten gevolge van beheersverrichtingen van de Schatkist inzake interestenswap, arbitrages, risicodekkingen zoals de opties of andere verrichtingen verwezenlijkt door middel van leningen van Wallonië en om de financiële lasten ervan te verlagen.

**Art. 8.** De thesauriesaldi van de vorige "OWDR" kunnen bestemd worden voor artikel 76.01 van afdeling 15 (Fonds inzake grondbeleid).

**Art. 9.** In artikel D.361, 1 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende het Waalse Landbouwwetboek, wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt :

« 6° de ontvangsten uit de toewijzing, in het kader van een landinrichting, van landbouwkundige onroerende goederen verworven door het Waalse Gewest, overeenkomstig artikel D.288, paragraaf 2, zesde lid, mits toewijzing van de opleg bedoeld in artikel D.288, § 3. »

**Art. 10.** § 1. Er wordt een heffing afgenomen voor de financiering van de kosten opgelopen door de "CWaPE" voor de uitvoering van het mechanisme van groene certificaten bedoeld in artikel 37 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

§ 2. De heffing is verschuldigd door de producenten van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling die bij de "CWaPE" een verzoek indienen voor de toekenning van groene certificaten voor installaties met een nominaal vermogen hoger dan 10 kilowatts (kW).

§ 3. De heffing is verschuldigd per megawattuur (MWh) waarvan een indexmeting, meegedeeld aan de "CWaPE" vanaf 1 januari 2014, de productie bevestigt en die in aanmerking komt voor de toekenning van de groene certificaten. Het tarief per eenheid van de heffing, in euro per megawattuur (euro/MWh), is gelijk aan de waarde van een breuk, waarvan de teller gelijk is aan 1.800.000 euro en de noemer het geschatte aantal MWh is, die door de verschuldigde producenten tussen 1 januari 2016 tot 31 december 2016 worden gegenereerd.

**Art. 11.** § 1. De "CWaPE" schat de elektriciteitsproducties uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling van de verschuldigten, in functie van de technische kenmerken van de installaties, van de historische gegevens en van externe elementen die de productie beïnvloeden.

De "CWaPE" berekent het tarief per eenheid van de heffing voor 2016 op basis van de aldus geraamde totale productie. Dit tarief is van toepassing op alle verschuldigten op een eenvormige wijze.

De "CWaPE" maakt het tarief van de heffing bekend.

**Art. 12.** De producent betaalt de heffing binnen de twee maanden na het versturen van de facturen. Onder voorbehoud van materiële fouten, maakt het uitstel van de betaling de tegoeden op een effectenrekening van deze producent bij de "CWaPE" van rechtswege onbeschikbaar. De "CWaPE" wordt ertoe gemachtigd om de terugvordering van de heffing bij wanbetalende schuldenaars verder te zetten.

Deze heffing is ten laste van de verschuldigde producenten van groene elektriciteit in de zin van artikel 9 en mag niet worden verhaald op de consumenten.

**Art. 13.** Overeenkomstig artikel 6, 3° van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, kan de invordering van de niet-fiscale ontvangsten door de ontvanger opgegeven worden wanneer de kosten van de invordering hoger is dan het bedrag van het vastgestelde recht.

**Art. 14.** Artikel 253, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij de decreten van 6 december 2001 en 22 oktober 2003, wordt vervangen door wat volgt :

« 5° de onroerende goederen gelegen in het Waalse Gewest en opgenomen in de omtrek van een Natura 2000-gebied, van een natuurreservaat of een bosreservaat of opgenomen in de omtrek van een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk en onderworpen is aan de primaire beschermingsregeling; ».

**Art. 15.** De K.M.O. die een invorderbaar voorschot heeft gekregen overeenkomstig het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor onderzoek en technologie, wordt vrijgesteld van een terugbetaling van 50 % van de door het Waalse Gewest betaalde bedragen als invorderbaar voorschot als ze een dergelijke aanvraag heeft ingediend binnen 24 maanden na afloop van een onderzoeksprogramma waarvoor bedoeld voorschot is toegekend.

#### HOOFDSTUK II. — *Maatregel inzake de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Maatregel met betrekking tot vrachtwagens

**Art. 16.** In artikel 9 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wordt het punt « E. Motorvoertuigen of samengestelde voertuigen bestemd voor het vervoer van goederen », vervangen bij de wet van 8 april 2002, vervangen door wat volgt :

« E. Motorvoertuigen of samengestelde voertuigen bestemd voor het vervoer van goederen »

Wanneer de maximaal toegelaten massa 3 500 kilogram overschrijdt, wordt de belasting, afhankelijk van het aantal assen van het voertuig en de aard van de ophanging, vastgesteld volgens de onderstaande schalen :

- 1. Alleenrijdende motorvoertuigen

De in aanmerking te nemen maximaal toegelaten massa voor de toepassing van de tabellen I tot IV is de eigen maximaal toegelaten massa van het motorvoertuig.

Tabel I

Motorvoertuig met hoogstens twee assen :

MTM uitgedrukt in kg		1 of 2 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	12 999	0.00	31.00
13 000	13 999	31.00	86.00
14 000	14 999	86.00	121.00
15 000	16 999	121.00	274.00
17 000	> 17 000	121.00	274.00

Tabel II

Motorvoertuig met drie assen :

MTM uitgedrukt in kg		3 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	14 999	31.00	54.00
15 000	16 999	31.00	54.00
17 000	18 999	54.00	111.00
19 000	20 999	111.00	144.00
21 000	22 999	144.00	222.00
23 000	> 25 000	222.00	345.00

Tabel III

Motorvoertuig met vier assen :

MTM uitgedrukt in kg		4 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	22 999	144.00	146.00
23 000	24 999	144.00	146.00
25 000	26 999	146.00	228.00
27 000	28 999	228.00	362.00
29 000	> 31 000	362.00	537.00

Tabel IV

Motorvoertuig met meer dan vier assen :

MTM uitgedrukt in kg		4 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	12 999	0.00	0.00
13 000	13 999	0.00	0.00
14 000	14 999	0.00	0.00
15 000	15 999	0.00	0.00
16 000	16 999	0.00	14.00
17 000	17 999	0.00	14.00
18 000	18 999	14.00	32.00
19 000	19 999	14.00	32.00
20 000	20 999	32.00	75.00
21 000	21 999	32.00	75.00
22 000	22 999	75.00	97.00
23 000	23 999	97.00	175.00
24 000	24 999	97.00	175.00
25 000	25 999	175.00	307.00
26 000	26 999	175.00	307.00
27 000	27 999	175.00	307.00
28 000	28 999	175.00	307.00
29 000	29 999	175.00	307.00
30 000	30 999	175.00	307.00

MTM uitgedrukt in kg		4 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
31 000	> 31 000	175.00	307.00

## - 2. Samengestelde voertuigen

De in aanmerking te nemen maximaal toegelaten massa voor de toepassing van de tabellen V tot X is de som van de eigen maximaal toegelaten massa's van de voertuigen die deel uitmaken van het samenstel.

Tabel V

Motorvoertuig met hoogstens twee assen en aanhangwagen of oplegger met een enkele as :

MTM uitgedrukt in kg		1 + 1 of 2 + 1 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	15 999	0.00	0.00
16 000	17 999	0.00	14.00
18 000	19 999	14.00	32.00
20 000	21 999	32.00	75.00
22 000	22 999	75.00	97.00
23 000	24 999	97.00	175.00
25 000	> 27 000	175.00	307.00

Tabel VI

Motorvoertuig met twee assen en aanhangwagen of oplegger met twee assen :

MTM uitgedrukt in kg		2 + 2 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	22 999	30.00	70.00
23 000	24 999	30.00	70.00
25 000	25 999	70.00	115.00
26 000	27 999	115.00	169.00
28 000	28 999	169.00	204.00
29 000	30 999	204.00	335.00
31 000	32 999	335.00	465.00
33 000	> 37 000	465.00	706.00

Tabel VII

Motorvoertuig met twee assen en aanhangwagen of oplegger met drie assen :

MTM uitgedrukt in kg		2 + 3 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	35 999	370.00	515.00
36 000	37 999	370.00	515.00
38 000	> 39 999	515.00	700.00



Tabel VIII

Motorvoertuig met twee assen en aanhangwagen of oplegger met hoogstens twee assen :

MTM uitgedrukt in kg		3 + 1 of 3 + 2 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	35 999	327.00	454.00
36 000	37 999	327.00	454.00
38 000	39 999	454.00	628.00
40 000	> 43 000	628.00	929.00

Tabel IX

Motorvoertuig met drie assen en aanhangwagen of oplegger met drie assen :

MTM uitgedrukt in kg		3 + 3 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	11 999	0.00	0.00
12 000	35 999	186.00	225.00
36 000	37 999	186.00	225.00
38 000	39 999	225.00	336.00
40 000	> 43 000	336.00	535.00

Tabel X

Samengestelde voertuigen met een andere dan de in de tabellen V tot IX vermelde configuraties :

MTM uitgedrukt in kg		Andere	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3 501	15 999	0.00	0.00
16 000	16 999	0.00	14.00
17 000	17 999	0.00	14.00
18 000	18 999	14.00	32.00
19 000	19 999	14.00	32.00
20 000	20 999	32.00	75.00
21 000	21 999	32.00	75.00
22 000	22 999	75.00	97.00
23 000	23 999	97.00	175.00
24 000	24 999	97.00	175.00
25 000	25 999	175.00	307.00
26 000	26 999	175.00	307.00
27 000	27 999	175.00	307.00
28 000	28 999	175.00	307.00
29 000	29 999	204.00	335.00
30 000	30 999	204.00	335.00
31 000	31 999	335.00	465.00
32 000	32 999	335.00	465.00
33 000	33 999	465.00	706.00
34 000	34 999	465.00	706.00
35 000	35 999	465.00	706.00
36 000	36 999	465.00	706.00
37 000	37 999	465.00	706.00

MTM uitgedrukt in kg		Andere	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingsystemen van de aangedreven as(sen)
van	tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
38 000	38 999	465.00	706.00
39 000	39 999	465.00	706.00
40 000	40 999	465.00	706.00
41 000	41 999	465.00	706.00
42 000	42 999	465.00	706.00
43 000	> 43 000	465.00	706.00

Maatregelen met betrekking tot oude wagens

**Art. 17.** In paragraaf 1, 1°, van artikel 10 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, worden de woorden "vijftientig jaar" vervangen door de woorden "vijfendertig jaar".

**Art. 18.** In artikel 97*quinquies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, vervangen bij het decreet van 19 september 2013, worden de woorden "bedoeld bij artikel 2, § 2, tweede lid, 7°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen" vervangen door de woorden "die sedert meer dan dertig jaar in gebruik zijn genomen en die ingeschreven zijn onder een van de kentekenplaten bedoeld in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen".

### HOOFDSTUK III. — Maatregelen inzake registratierechten

#### Afdeling 1. — Wijzigingen in de bepalingen van Hoofdstuk IV « Bepaling van de rechten » van het Wetboek der registratierechten

##### Onderafdeling 1. — Overdracht van onroerende goederen onder bezwarende titel

**Art. 19.** Artikel 44 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 december 2012, wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

« Als de overeenkomst bedoeld in het eerste lid de aankoop van een onroerend goed tot voorwerp heeft dat geheel of gedeeltelijk tot bewoning is bestemd, is de toepassing van het tarief van 12,5 % verbonden aan een gewaarmerkte en ondertekende verklaring, in of onderaan de overeenkomst die aanleiding geeft tot de heffing van het evenredig registratierecht of in een bij deze overeenkomst gevoegd geschrift, waarbij uitdrukkelijk wordt vermeld dat de aankoper, rechts- of natuurlijke persoon, niet in het bezit is van het geheel of van minstens 33 % in volle eigendom of in vruchtgebruik op minstens twee anderen onroerende goederen die geheel of gedeeltelijk voor de woning bestemd zijn, gelegen in België of in het buitenland, afgezien van de onroerende goederen bedoeld in artikel 44*bis*, vierde lid.

Bij gebrek aan deze verklaring, wordt de overeenkomst geregistreerd op het bij artikel 44*bis* vastgesteld tarief; wat boven het bij artikel 44 bedoeld tarief wordt geheven, kan worden teruggegeven overeenkomstig artikel 209, 1°, c), op basis van de verklaring van de aankoper met de vermelding bedoeld in het tweede lid.

Indien blijkt dat de verklaring bedoeld in het tweede lid niet juist is, zijn de bijkomende rechten die voortvloeien uit de toepassing van artikel 44*bis* opeisbaar en de aankoper verbeurt een boete gelijk aan de ontdoken rechten ».

**Art. 20.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 44*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 44*bis*. Het recht vastgesteld in artikel 44 wordt gebracht op 15 % wanneer de aankoper, rechts- of natuurlijke persoon, op de verkoopsdatum, de uitwisseling of elke overdragende overeenkomst onder bezwarende titel van eigendom of vruchtgebruik, met uitzondering van erfdiensbaarheden, het recht van gebruik en het recht van bewoning, met tot voorwerp een onroerend goed dat geheel of gedeeltelijk bestemd is voor bewoning, reeds in het bezit is van het geheel of minstens 33 % in volle eigendom of in vruchtgebruik op minstens twee anderen woongebouwen, gelegen in België of in het buitenland.

Onder "woongebouw" wordt verstaan het gebouw of het deel daarvan, namelijk de ééngezinswoning of het appartement dat, wegens zijn aard, bestemd is om door een gezin te worden bewoond of als dusdanig wordt gebruikt.

Als een gebouw speciaal wordt ingericht of verbouwd voor verschillende duidelijk gescheiden woningen, wordt elk ervan beschouwd als een woningbouw.

Voor de toepassing van het tarief bedoeld in het eerste lid, wordt geen rekening gehouden met wat volgt :

1° de gebouwen waarop de aankoper, rechts- of natuurlijke persoon, in het bezit is van minder dan 33 % in volle eigendom of in vruchtgebruik;

2° de gebouwen waarvan de koper daadwerkelijk het hem toebehorende zakelijk recht via een authentieke overdrachtsakte overgedragen heeft, uiterlijk binnen de twaalf maanden na de authentieke aankoopakte van het derde onroerend goed;

3° de gebouwen die het voorwerp uitmaken van een maatregel tot onteigening;

4° de gebouwen waarvan de aankoop wordt belast tegen het tarief bepaald bij artikel 62 van dit Wetboek ».

**Art. 21.** In artikel 62 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 1 van de wet van 27 april 1978, worden de woorden "Het bij artikel 44 vastgestelde recht" vervangen door de woorden "Het bij de artikelen 44 en 44*bis* vastgestelde recht".

**Art. 22.** In artikel 64 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "Het bij artikel 44 vastgestelde recht" vervangen door de woorden "Het bij artikel 44 of bij artikel 44*bis* vastgestelde recht".

**Art. 23.** In artikel 65 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "Het gewone recht" vervangen door de woorden "het bij artikel 44 of bij artikel 44*bis* vastgestelde recht".

**Art. 24.** In artikel 71 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "de gewone rechten" vervangen door de woorden "het bij artikel 44 of bij artikel 44bis vastgestelde recht".

Onderafdeling 2. — Schenkingen onder levenden van roerende of onroerende goederen

**Art. 25.** Artikel 131 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 131. Voor de schenkingen onder de levenden van roerende of onroerende goederen wordt over het bruto-aandeel van elk der begiftigden een evenredig recht geheven volgens het in de onderstaande tabellen vermelde tarief.

Hierin wordt vermeld :

onder a : het percentage dat toepasselijk is op het overeenstemmende gedeelte;

onder b : het totale bedrag van de belasting over de voorgaande gedeelten.

Tabel I

Gedeelte van de schenking		Tarief in rechte lijn	
		tussen echtgenoten en tussen samenwonenden	
van/tot	inbegrepen	a	b
EUR	EUR	pct	EUR
0,01	25.000	3	–
25.000,01	100.000	4	750
100.000,01	175.000	9	3.750
175.000,01	200.000	12	10.500
200.000,01	400.000	18	13.500
400.000,01	500.000	24	49.500
Boven de	500.000	30	73.500

Tabel II

Gedeelte van de schenking		Tussen broers en zussen		Tussen ooms of tantes en neven en nichten		Tussen alle andere personen	
		a	b	a	b	a	b
van/tot	inbegrepen	a	b	a	b	a	b
EUR	EUR	pct	EUR	pct	EUR	pct	EUR
0,01	50.000	10	–	10	–	20	–
50.000,01	75.000	10	5.000	20	5.000	30	10.000
75.000,01	150.000	20	7.500	20	10.000	30	17.500
150.000,01	175.000	20	22.500	30	25.000	40	40.000
175.000,01	300.000	30	27.500	30	32.500	40	50.000
300.000,01	350.000	30	65.000	40	70.000	50	100.000
350.000,01	450.000	40	80.000	40	90.000	50	125.000
Boven de	450.000	40	120.000	50	130.000	50	175.000

Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

- echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende: de persoon die zich op het moment van de schenking in een huwelijksrelatie met de schenker bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek I, Titel V, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die zich op het moment van de schenking in een huwelijksrelatie met de schenker bevond overeenkomstig Chapitre III van het Wetboek van Internationaal privaatrecht;

- wettelijke samenwonende: de persoon die op het moment van de schenking bij de schenker woonachtig was en zich met hem in een wettelijke samenwoningsrelatie bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek III, titre Vbis, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die op het moment van de schenking bij de schenker woonachtig was of zijn gebruikelijke verblijfplaats bij de schenker had, in de zin van article 4 van het Wetboek van Internationaal privaatrecht, en zich met hem in een samenwoningsrelatie bevond overeenkomstig Chapitre IV van hetzelfde Wetboek. »

**Art. 26.** In artikel 131ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt paragraaf 1 gewijzigd door wat volgt :

« § 1. In afwijking van article 131 wordt er voor de schenkingen in de rechte lijn tussen echtgenoten en wettelijk samenwonenden van het aandeel in volle eigendom van de schenker in het in het Waalse Gewest gelegen onroerend goed dat geheel of gedeeltelijk voor bewoning is bestemd en waarin de schenker zijn hoofdverblijfplaats heeft sinds minstens vijf jaar op de datum van de schenking, een evenredig recht geheven op het bruto-aandeel van elk der begiftigden die om de toepassing ervan verzoeken, na aftrek, in voorkomend geval, van de waarden van het beroepsdeel van dat onroerend goed onderworpen aan het verlaagde percentage van artikel 140bis volgens het tarief aangegeven in onderstaande tabel.

Hierin wordt vermeld :

onder a : het percentage dat toepasselijk is op het overeenstemmende gedeelte;

onder b : het totale bedrag van de belasting over de voorgaande gedeelten.

Tabel met betrekking tot het preferentiele tarief voor de schenkingen van woningen			
Gedeelte van de schenking			
van	tot en met	a	b
EUR	EUR	pct	EUR
0,01	25.000,00	1	–
25.000,01	50.000,00	2	250
50.000,01	100.000,00	4	750
100.000,01	175.000,00	5	2.750
175.000,01	250.000,00	9	6.500
250.000,01	400.000,00	18	13.250
400.000,01	500.000,00	24	40.250
Boven de	500.000,00	30	64.250

#### Onderafdeling 3. — Overdracht van onderneming

**Art. 27.** In artikel 140*bis* van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 1, 1°, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt vervangen door wat volgt:

In geval van overdracht van landbouwgronden aan de uitbater of medeuitbater van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, alsook in rechtstreekse lijn, tussen echtgenoten en wettelijke samenwonenden, worden die gronden, naar aanleiding van de overdracht van elke quotiteit van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, desalniettemin beschouwd als goederen die een universaliteit van goederen, een bedrijfstak of een handelsfonds uitmaken, waarmee de schenker alleen of samen met andere personen op de dag van de schenking een landbouwactiviteit uitoefent op voorwaarde dat die gronden op de datum van de schenking het voorwerp van een pacht uitmaken overeenkomstig Afdeling 3 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek. In dat geval is de onderneming, in de zin van de voorwaarden bedoeld in § 2, 1°, en in artikel 140*quinquies*, § 1, 1°, 2° en 3°, het landbouwbedrijf van de effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op die gronden uitgeoefend wordt, waarbij die onderneming beschouwd wordt in haar geheel en in haar toestand na overdracht van de gronden. Voor de overdracht via schenking van landbouwgronden van een oppervlakte groter dan 150 ha, wordt het tarief bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, echter gebracht op 3% en de landbouwkundige bedrijfsvoorwaarde van deze gronden wordt gebracht op 15 jaar. Voor de bepaling van deze 150 ha, wordt er rekening gehouden met de gronden die door schenking zijn overgedragen binnen de 5 voorgaande jaren onder het stelsel inzake overdracht van onderneming.

**Art. 28.** In artikel 140*quinquies* van hetzelfde Wetboek, in paragraaf 2, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, bij het decreet van 15 december 2005, worden de woorden "en van artikel 140*bis*, § 1, 1°, derde lid" ingevoegd tussen de woorden "de voorwaarden van § 1" en de woorden "niet meer vervuld zijn".

**Art. 29.** In artikel 140*sexies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 december 1998, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De opvolger(s) die in aanmerking is (zijn) gekomen voor de verlaging van het recht bedoeld in artikel 140*bis*, § 1, 1°, derde lid, kan (kunnen) voorstellen om het verschuldigde recht te betalen overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 vermeerderd met de wettelijke interest tegen de rentevoet bepaald in burgerlijke zaken, opeisbaar te rekenen van de datum van registratie van de schenking, te betalen vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 140*bis*, § 1, 1°, derde lid. ».

**Art. 30.** In artikel 140*septies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 december 1998, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, opgeheven bij het decreet van 15 december 2005, hersteld bij het decreet van 30 april 2009, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het overeenkomstig artikel 140*quinquies*, § 2, opeisbare recht is evenwel niet opeisbaar indien het zakelijk recht op de goederen waarop het verlaagd recht werd toegepast, het voorwerp uitmaakt van een overdracht ten kosteloze titel ten voordele van de oorspronkelijke schenker alvorens de termijn van vijf jaar is verstreken gedurende dewelke de voorwaarde bedoeld in artikel 140*bis*, § 1, 1°, derde lid, moeten behouden blijven. ».

#### Afdeling 2. — Wijziging in de bepalingen van Hoofdstuk VIII « Teruggave » van het Wetboek der registratierechten

**Art. 31.** Artikel 209, 1°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, wordt aangevuld met een punt c), luidend als volgt:

« c) dat de voorwaarde waaraan de toepassing van het tarief bedoeld bij artikel 44 ondergeschikt is, wordt nageleefd; ».

#### HOOFDSTUK IV. — Maatregelen inzake successierecht

**Art. 32.** In artikel 60*bis* van het Wetboek der successierechten, wordt paragraaf 1, 1°, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 1997, vervangen bij het decreet van 15 december 2005, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, vervangen als volgt :

« In geval van successorale overdracht van landbouwgronden aan de uitbater of medeuitbater van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, alsook in rechtstreekse lijn, tussen echtgenoten en wettelijke samenwonenden, worden die gronden, naar aanleiding van de overdracht van elke quotiteit van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, desalniettemin beschouwd als goederen die een universaliteit van goederen, een bedrijfstak of een handelsfonds uitmaken, waarmee de schenker alleen of samen met andere personen op de overlijdensdatum een landbouwactiviteit uitoefent op voorwaarde dat die gronden op de overlijdensdatum het voorwerp van een pacht uitmaken overeenkomstig Afdeling 3 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek. In dat geval is

de onderneming, in de zin van de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1bis, en in paragraaf 3, 1°, 2° en 3°, het landbouwbedrijf van de effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op die gronden uitgeoefend wordt, waarbij die onderneming beschouwd wordt in haar geheel en in haar toestand na overdracht van de gronden. Voor de overdracht van landbouwgronden van een oppervlakte groter dan 150 ha, wordt het tarief bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, echter gebracht tot 3% en de landbouwkundige exploitatievoorwaarde van deze gronden wordt gebracht tot 15 jaar vanaf de overlijdensdatum. Voor de bepaling van deze 150 ha, wordt er rekening gehouden met de gronden die door schenking zijn overgedragen binnen de 5 voorgaande jaren vóór de overlijdensdatum gecumuleerd met de gronden ontvangen bij erfopvolging. »

**Art. 33.** In artikel 60bis van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid van paragraaf 4, ingevoegd bij het decreet van 3 februari 2005, vervangen bij het decreet van 15 december 2005, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, aangevuld met wat volgt :

« en in geval van een successorale overdracht bedoeld in paragraaf 1, 1°, derde lid, als ze ophouden hebben met de exploitatie vóór het verstrijken van de termijn van vijftien jaar voorgeschreven bij paragraaf 1, 1°, derde lid, het geheel of een gedeelte van de gronden bedoeld in paragraaf 1, 1°, derde lid. ».

**Art. 34.** In artikel 60bis van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 5 aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Het eerste lid en het tweede lid zijn *mutatis mutandis* van toepassing op het stelsel ingesteld bij paragraaf 1, 1°, derde lid, vóór het verstrijken van de termijn van vijftien jaar bedoeld bij deze bepaling. ».

HOOFDSTUK V. — *Maatregelen inzake de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen*

**Art. 35.** Artikel 1 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, gewijzigd bij de decreten van 17 januari 2008 en 10 december 2009, wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de belastingen, in hoofdsom en interesten, en boeten, ten bate van het Gewest, van de provincies, federaties van gemeenten en gemeenten die gevestigd worden bij decreten van het Waalse Gewest behalve voor zover bedoelde decreten daarvan afwijken alsook op de andere belastingen en taksen, in hoofdsom en interesten, ten bate van het Gewest, van de provincies, federaties van gemeenten en gemeenten als dit decreet uitdrukkelijk op hen toepasselijk wordt gemaakt.

Tenzij anders bepaald, is dit decreet eveneens van toepassing op aanvullende belastingen geïnd door het Waalse Gewest ten bate van de provincies, gemeenten en federaties van gemeenten. »

**Art. 36.** In hetzelfde decreet, in artikel 11bis, § 4, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2013, worden de woorden "en het eurovignet" vervangen door de woorden ", eurovignet en kilometerheffing".

**Art. 37.** In hetzelfde decreet, in artikel 12bis, in het vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2013, worden de woorden "Inzake het eurovignet, de verkeersbelasting, de belasting op de inverkeerstelling" vervangen door de woorden "Inzake verkeersbelasting, belasting op de inverkeerstelling, eurovignet en kilometerheffing".

HOOFDSTUK VI. — *Maatregelen inzake plaatselijke democratie en decentralisatie*

**Art. 38.** In Deel III, Boek III, Titel II van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, wordt het tweede lid van artikel L3321-2 vervangen door wat volgt :

Zij is echter niet van toepassing op de aanvullende belastingen op de belastingen van de federale overheid alsook op de aanvullende belastingen geïnd door het Waalse Gewest ten bate van de provincies en gemeenten. ».

HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen inzake belastingen op masten, pylonen en antennen*

**Art. 39.** In het programmadecreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit, wordt artikel 149 opgeheven.

**Art. 40.** In het programmadecreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit, wordt artikel 150 vervangen door wat volgt :

« § 1. De gemeenten kunnen een aanvullende belasting vestigen op de belasting gevestigd in artikel 144 op de masten, pylonen of antennen die voornamelijk op hun grondgebied worden opgesteld.

§ 2. De aanvullende belasting kan niet het voorwerp uitmaken van een vermindering, vrijstelling of uitzondering.

HOOFDSTUK VIII. — *Maatregelen inzake de financiering van het waterbeleid*

**Art. 41.** In artikel D.262, eerste lid, Boek II, van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 3°, wordt a) vervangen door wat volgt:

« a) "N2" = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zware metalen. De te bepalen metalen zijn « totale metalen »; »;

2° in punt 6°, wordt b) vervangen door wat volgt:

« b) "e" = een verminderingcoëfficiënt dat een evolutief karakter wil geven aan de introductie van de ecotoxiciteit. Het coëfficiënt "e" gelijk aan 0 tot 31 december 2016.

Vanaf 1 januari 2017 is het coëfficiënt gelijk aan 0,25.

Vanaf 1 januari 2018 is het coëfficiënt gelijk aan 0,50.

Vanaf 1 januari 2019 is het coëfficiënt gelijk aan 1; ».

**Art. 42.** Artikel D.271 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met wat volgt :

« De landbouwer bedoeld in de zin van het Waalse Landbouwwetboek, die minstens aan één van de volgende drie voorwaarden voldoet, is onderworpen aan de belasting :

1° hij houdt genoeg fokdieren om te worden onderworpen aan een verklaring of aan een vergunning krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning de de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° hij houdt een teeltoppervlakte, andere teelten dan weiden, van minstens een halve hectare;

3° houdt een weideoppervlakte van minstens 30 ha. ».

**Art. 43.** In artikel D.272 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, worden de woorden « is de som van de milieulast "veestapel" » vervangen door de woorden « houdt rekening met de milieulast "fokdieren" ».

**Art. 44.** In artikel D.273 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "N = N1 + N2" vervangen door de woorden "N = 2 + N1 + N2";

2° in paragraaf 2, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« N1 = de milieulast « fokdieren ». De last wordt bepaald door de producten voortvloeiend uit de vermenigvuldiging van het aantal dieren van elke categorie met de in tabel van bijlage III vermelde stikstofcoëfficiënt ervan op te tellen. »;

3° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. N2 = de milieulast "gronden". De last wordt bepaald door de producten voortvloeiend uit de vermenigvuldiging van de teelt- en weideoppervlakten met de volgende coëfficiënten ervan op te tellen :

1° coëfficiënt « teelt » = 0.3

2° coëfficiënt « biologische teelt » = 0.15

3° coëfficiënt « wei » = 0.06

4° coëfficiënt « biologische wei » = 0.03

Deze coëfficiënten zijn gelijk aan het gemiddelde stikstofoverschot in de bodem, aan het gemiddelde gebruik pesticiden en aan het erosiepotentieel van de teelten en weiden.

N2 = oppervlakten per categorie x coëfficiënt van de overeenstemmende categorie. ».

**Art. 45.** In artikel D.274 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, wordt paragraaf 2 opgeheven.

**Art. 46.** In artikel D.275 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "veestapel" vervangen door het woord "fokdieren" en de woorden "rectificeert het Bestuur de berekening van de belasting binnen een termijn van vier jaar" worden vervangen door de woorden "kan, binnen twee jaar na de vaststelling van de niet-conformiteit, de berekening van de belasting rectificeren, tot vier jaar vóór bedoelde vaststelling en enkel voor de jaren die met de niet-conformiteit overeenstemmen.";

2° in paragraaf 1, wordt het tweede lid opgeheven;

3° paragraaf 2 en paragraaf 3 worden opgeheven.

**Art. 47.** Artikel D.278, § 4, tweede lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met de woorden "of producentnummer".

**Art. 48.** In bijlage III van hetzelfde Boek, vervangen bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden « A) "Milieubelasting veestapel" » worden vervangen door de woorden "Milieubelasting fokdieren" »;

2° in de tabel van A), worden de woorden "Drachtige zeug met biggetjes jonger dan 4 weken" vervangen door het woord "Zeug";

3° titel B) en de tabel worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK IX. — *Inwerkingtreding*

**Art. 49.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2016, met uitzondering van de artikelen 36 en 37 die in werking treden op 1 april 2016.

De artikelen 19 tot 24 zijn van toepassing op alle overeenkomsten tot overdracht onder bezwarende titel van een gebouw die vanaf 1 januari 2016 worden ondertekend.

De artikelen 25 tot 31 zijn van toepassing op alle authentieke akten van schenking die vanaf 1 januari 2016 worden ondertekend.

De artikelen 32 tot 34 zijn van toepassing op alle erfenissen die vanaf 1 januari 2016 worden opengevallen.

#### HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

**Art. 50.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

---

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 331 (2015-2016), nrs. 1 tot 5.

*Volledig verslag*, plenaire vergadering van 16 december 2015.

Bespreking.

*Volledig verslag*, plenaire vergadering van 17 december 2015.

Bespreking. Stemming.

## Ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2016

(duizend EUR)

Ordnan- nancerend Minister	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Initiële ramingen Oorspronkelijke begroting 2016	
			Per artikel	Totaal
		<b>TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN</b>		
		<b>Sector I - Fiscale ontvangsten</b>		
		<b>Specifieke fiscale ontvangsten – Organisatieafdeling 15</b> <b>Landbouw, landelijke aangelegenheden en leefmilieu</b>		
CD	36 01 20		62.355	
CD	36 01 70	(Gewijzigd) Belastingen op het lozen van afvalwater, op milieulasten en op monsternemingen van tot drinkwater verwerkbaar grondwater, vergoedingen en retributies en voorheffingsbelastingen op waterwinningen geïnd krachtens het Waterwetboek (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu, afdeling Waterbescherming : basisallocatie 01.03,	27.000	
CD	36 02 70	Belastingen en retributies geïnd krachtens het decreet van 25 juli 1991 betreffende de afvalstoffen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor afvalbeheer: basisallocatie 01.01, programma 13, organisatieafdeling 15)	270	
CD	36 03 70	Belastingen en heffingen geïnd krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu : basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	3.000	
CD	38 01 50	(Nieuw) Belastingen op instellingen die terugnameplichten uitvoeren (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor afvalbeheer: basisallocatie 01.01, programma 13, organisatieafdeling 15)	500	
		Bedragen geïnd krachtens het decreet van 5 juni 2008 betreffende de beteugeling van milieuovertredingen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)		93.125
		<i>Totaal Organisatieafdeling 15</i> <i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		93.125
		<b>Specifieke fiscale ontvangsten – Organisatieafdeling 16</b>		
CD	36 01 90		100	
		<b>Ruimtelijke ordening, woning, erfgoed en energie</b>		
FU	36 02 90		0	
		Belastingen op de afgedankte bedrijfsruimten (ontvangsten toegewezen aan het Saneringsfonds voor de te renoveren bedrijfsruimten en de sites voor de prioritaire landschappelijke sanering: basisallocatie 01.01, afdeling 16, programma 03)		100
		Belasting op windmasten		100
		<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i> <i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		200
		<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17</b> <b>Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid</b>		
FU	36 01 90		21.945	
		Belasting op masten, pylonen of antennes bestemd voor de uitvoering, rechtstreeks met het publiek, van een mobiele		21.945
		<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i> <i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
LA	36 01 40		883.789	
LA	36 02 40		118.207	
LA	36 03 40		20.077	
		<b>Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie</b>		
LA	36 01 60		437.660	
LA	36 02 60	Registratierechten voor overdracht van onroerende goederen onder bezwarende titel	123.198	
LA	36 03 70	Registratierechten voor de vestiging van een hypotheek op een onroerend goed gelegen in België	0	
LA	36 01 80	Registratierechten op de gedeeltelijke of gehele verdelingen van onroerende goederen gelegen in België, de afstanden onder	0	
LA	36 02 90	De verkeersbelasting op autovoertuigen	23.500	
LA	36 03 90	Belasting op de inverkeerstelling	19.590	
LA	36 04 90	Belasting op het verschil van de CO2-emissies van de autovoertuigen die in gebruik worden genomen door een natuurlijke persoon	2	
LA	36 05 90	Belastingen op verlaten woningen	116.156	
LA	36 06 90	Belasting op de spelen en weddenschappen	0	
LA	36 07 90	Belasting op de automatische ontspanningstoestellen	19.300	
LA	37 01 0	Belasting op de opening van slijterijen	34.140	
LA	37 02 0	Kijk- en luistergeld	12.881	
LA	56 01 50	Eurovignet	126.270	
		Belastingen op automaten		1.934.770
		Onroerende voorheffing		0
		Renten en boeten op gewestelijke belastingen (artikel 6 §5, van de bijzondere wet van 13 juli 2001)		0
		Registratierechten op de schenkingen onder levenden van roerende of onroerende goederen		0
		<i>Totaal Organisatieafdeling 19</i> <i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		2.049.940
				93.225



		<b>Sector II - Niet-fiscale algemene ontvangsten</b>			
		<b>Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 09</b>			
LA	11 1 11	Ontvangsten in verband met het personeel FWB van eWbs		180	
		<i>Totaal Organisatieafdeling 09</i>			180
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
		<b>Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 10</b>			
PM	16 01 12	Opbrengst van studies en verkoop van publicaties op het gebied van statistieken		0	
PM	16 02 12	Inschrijvingskosten voor door het Gewest ingerichte manifestaties		0	
PM	38 01 50	Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij (Ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij): basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling 10)		4.503	
PM	49 01 24	Inkomsten afkomstig uit de Franse Gemeenschap omwille van haar aandeel in de administratieve opvolging van het Transversaal strategisch plan 2 "Ontwikkeling van menselijk kapitaal, kennis en knowhow".		0	
		<i>Totaal Organisatieafdeling 10</i>			4.503
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			4.503
		<b>Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 11</b>			
		<b>Personeel en algemene zaken</b>			
LA	11 01 11			2.000	
LA	11 03 11	Terugbetaling aan de SPW van de wedden en toelagen van de gewestelijke Ontvangers		11.000	
LA	11 01 40	Bijdrage van het personeel van de SPW in de aankoop van maaltijdcheques		30	
		<i>Totaal Organisatieafdeling 11</i>			13.030
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0
		<b>Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 12</b>			
		<b>Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie</b>			
LA	06 01 00			8.000	
LA	06 02 00	Allerhande opbrengsten		4.500	
LA	08 01 10	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen		0	
LA	11 01 11	Terugbetaling van de bedragen m.b.t. de uitgaven van de diensten van het Gewest die controle uitoefenen op de aan de wetten van 10		0	
LA	12 01 11	Ontvangsten in verband met het personeel FWB new CIF		4.000	
LA	16 03 12	Storting van de niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen		20	
LA	16 04 12	Terugvordering van bedragen in verband met uitgaven voor materieel en diensten gedaan voor de werking van de besturen, met		300	
LA	16 05 12	Opbrengst van de verkoop van niet-duurzame goederen en diensten		0	
LA	16 06 12	Lopende ontvangsten voortkomend uit het beheer van het gewestelijk vermogen		500	
LA	26 01 10	Opbrengsten van de verhuur van niet-specifieke goederen		0	
LA	27 01 30	Beleggingsinteressen		0	
LA	38 01 00	Opbrengst van de verrichtingen op de overschotten van uitgaven van leningen		500	
LA	38 01 10	Terugvordering van schuldvorderingen waarover geschil bestaat		10	
LA	38 02 10	Voorheffing op borgsommen en opbrengsten van borgsommen na faillissementen		80	
LA	46 01 40	Opbrengst van de afhoudingen en van de boetes voor te late oplevering van aannemingen		0	
LA	49 02 24	Bijdrage van het Egalisatiefonds voor begrotingen van het Waalse Gewest		347.340	
LA	49 03 24	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen		0	
LA	49 04 24	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen		1.141	
LA	49 05 24	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen - Definitieve berekening vorig begrotingsjaar		0	
LA	49 05 41	Uitzonderlijke dotatie van de Franse Gemeenschap		2.609.503	
LA	49 06 24	Middelen in verband met de overdrachte bevoegdheden		3.374.894	
LA	49 01 41	Van de FGWB geïnde middelen (akkoorden genaamd "de la Sainte Emilie")		0	
LA	49 02 41	Door de Regie der Gebouwen aan het Gewest verschuldigde achterstallige ontvangsten		3.604	
LA	49 04 41	Dotatie Federal groep spelen en weddenschappen		6.142	
LA	49 01 42	Federale dotatie TC/TMC		0	
LA	49 02 42	Toegekend aandeel van de personenbelasting		0	
LA	49 03 42	Toegekend aandeel van de personenbelasting - Definitieve berekening vorig belastingjaar		2.492.610	
LA	49 01 43	Toegekend aandeel van de personenbelasting - ontvangsten van opcentiemen na aftrek van de verbonden fiscale uitgaven		0	
LA	49 02 43	Belastingonthefingen		43.902	
		Ontvangsten uit verkeersboetes			
		<i>Totaal Organisatieafdeling 12</i>			8.897.046
					0

			Specifieke fiscale ontvangsten – Organisatieafdeling 15		
CD	38 01 50		Landbouw, landelijke aangelegenheden en leefmilieu	7	
CD	38 02 50		BEA – Ontvangsten van de rekening van de retributies (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds voor Dierenwelzijn: basisallocatie 01.02, programma 03, organisatieafdeling 15) Administratieve boetes geïnd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en de dierenwelzijn en de uitvoeringsbepalingen ervan (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds voor Dierenwelzijn: basisallocatie 01.02, programma 03, organisatieafdeling 15)	8	
			<i>Totaal Organisatieafdeling 15</i>		15
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		15
			<b>Algemene ontvangsten – Organisatieafdeling 16</b>		
LA	28 01 30		Ruimtelijke ordening, woning, erfgoed en energie	0	
			Opbrengst van de heffing in verband met de organisatie van de elektriciteits- en aardgasmarktmarkt		0
			<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i>		0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
			<b>Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid</b>		
			<i>Totaal Organisatieafdeling 17</i>		0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
			<i>Totaal Sector II</i>		8.914.774
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		4.518
			<b>Sector III – Specifieke ontvangsten</b>		
CD	16 01 11		Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 10	56	
			Opbrengst van de verkoop van gegevens inzake Geomatica		56
			<i>Totaal Organisatieafdeling 10</i>		0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
LA	21 01 10		Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 12	0	
LA	26 01 10		Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie	347	
			Terugbetaling van het overschot van aanbetalingen van de schuldrente		347
			Renteverschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986 en 1987		0
			<i>Totaal Organisatieafdeling 12</i>		0

		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		
LA	11 01 11		0	
PR	16 01 11		2.175	
<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 13</b>				
<b>Wegen en gebouwen</b>			220	
MA	28 01 10		60	
PR	28 02 10	Terugbetalingen verbonden aan de overname van lonen, toelagen en sociale lasten van het personeel tewerkgesteld door de	0	
RC	36 01 90	(Gewijzigd) Ontvangsten die voortvloeien uit de externe prestaties van de studiebureaus van de Waalse Overheidsdienst (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor technische studies: basisallocatie 01.04, programma 02, organisatieafdeling 13)	800	
PR	36 02 90	Opbrengsten van de verhuur van goederen	27.219	
PR	38 01 50	Inkomsten verbonden aan de exploitatie van de telecommunicatienetwerken	300	
PR	39 01 10	Retributies verbonden aan de exploitatie van langs het wegennet gelegen aanpalende etablissementen	0	
		Begrotingsfonds voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit: basisallocatie 01.01, programma 11, organisatieafdeling 13)		30.774
		(Gewijzigd) Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het openbaar domein van het wegen- en autosnelwegennet van Onmiddellijke verjaringen, dadingen en boetes die verband houden met de inbreuken op de reglementering inzake verkeersveiligheid EEG-programma Infrastructuur Vervoer - Wegen		30.494
<i>Totaal Organisatieafdeling 13</i>				
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>			0	
CD	06 01 00		100	
PR	16 02 11		0	
CD	16 02 12		0	
CD	16 03 12		0	
RC	16 04 12		122	
PR	28 03 10	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de vliegvelden	2.000	
CD	38 01 30	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de gewestelijke stuwdammen	5	
PR	39 02 10	Huuropbrengst van de door het Bestuur Vervoer beheerde goederen	0	
PR	39 03 10	Ontvangsten voortkomend uit de abonnements voor leerlingenvervoer	400	
		Opbrengsten van de verhuur van goederen		2.627
		(Gewijzigd) Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het door het openbaar domein van het Waterwegennet -		2.400
		Ontvangsten voortkomend uit de terugbetalingen ingevolge schade veroorzaakt aan de voertuigen voor leerlingenvervoer		
<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 14</b>				
<b>Mobiliteit en waterwegen</b>				
<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 15</b>				
<b>Landbouw, landelijke aangelegenheden en leefmilieu</b>				
FU	06 02 00	Opbrengsten van het beheer van de broeikasgasemissierechten die zijn geïnd krachtens het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, gewijzigd bij het decreet van 22 juni 2006 (ontvangsten bestemd voor het Waals Kyotofonds: basisallocatie 01.02, programma 13, organisatieafdeling 15)	40.000	
RC	16 03 11	Ontvangsten voortkomend uit de boscentrale	170	
RC	16 05 11	Voorheffing op de opbrengst van de kappingen in het onverdeelde bos van de voormalige "Gruerie d'Arion" (domaniale wet van 26 juli 1952, art.7) (ontvangsten bestemd voor het beheersfonds voor de bossen van de voormalige "Gruerie d'Arion": basisallocatie 01.02, programma 11, organisatieafdeling 15)	130	
RC	16 06 11	Voorheffing op de opbrengst van de kappingen in het onverdeelde bos van Herbeumont (domaniale wet van 1 juli 1983, art. 1, 16) (ontvangsten bestemd voor het beheersfonds voor het bos van Herbeumont: basisallocatie 01.03, programma 11, organisatieafdeling 15)	50	
RC	16 07 11	Opbrengst van de verkoop van kappingen en sprokkelhout	14.175	
RC	16 08 11	Gewestelijk aandeel in opbrengst van verkoop van kappingen in de onverdeelde bossen	730	
RC	16 05 12	Verkoop van wildbraad en bijdragen van de genodigden op de Koninklijke Jachten	35	
CD	16 06 12	Bijdrage in het kader van de prestaties voor de identificatie en de registratie van honden (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds voor Dierenwelzijn: basisallocatie 01.02, programma 03, organisatieafdeling 15)	170	
RC	26 02 10	(Gewijzigd) Kredietrente uitbetaald door de schuldenaars van het ruilverkavelingscomité en van het comité voor landinrichting die in aanmerking komen voor een terugbetaling in termijnen van hun rekeningsaldo	6	
RC	28 01 30	(Gewijzigd) Opbrengsten die voortvloeien uit de eigendom van de onroerende goederen verworven in het kader van het grondbeleid (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds inzake landbouwgrondbeleid: basisallocatie 01.02, programma 12, organisatieafdeling 15)	207	
RC	28 02 30	Opbrengst van de huur van het jachtrecht	1.600	
RC	31 01 32	Terugbetaling van subsidies en voorschotten in het kader van programma's of projecten voor technisch en wetenschappelijk onderzoek	0	
RC	31 02 32	Ontvangsten geïnd krachtens het beschikend gedeelte van de begroting (ontvangsten bestemd voor het begrotingsfonds G.B.C.S.: basisallocatie 01.04, programma 04, organisatieafdeling 15)	130	
RC	31 03 32	Forfaitaire vergoedingen verbonden met het Landbouwkundige boekhoudkundige informatienetwerk	77	
RC	36 03 90	(Gewijzigd) Heffingen en beloningen geïnd krachtens het Waalse Landbouwwetboek, artikel D.193 (ontvangsten bestemd voor het begrotingsfonds voor de kwaliteit van dierlijke en plantaardige producten: basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling 15)	625	
RC	37 01 70	Gewestelijk aandeel in de opbrengst van de vis-, jacht- en vogeljachtvergunningen en de desbetreffende examens	3.920	
CD	37 02 70	Dossierrechten geïnd krachtens artikel 22 van het Besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energiegebruik ervan (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	200	
CD	37 03 70	Dossierrechten geïnd voor de aflevering van het eensluidend verklaard uittreksel van de databank betreffende de toestand van de boodem (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	0	
CD	38 01 10	Opbrengst van bijdragen die voortkomen uit de vertelers, erkende saneringsinstellingen en de SPGE op vrijwillige basis en uit diverse schenkingen en legaten aan het Internationaal solidariteitsfonds voor Water (ontvangsten bestemd voor het Internationaal solidariteitsfonds voor Water: basisallocatie 01.04, programma 13, organisatieafdeling 15)	1	
CD	38 01 50	Ontvangsten geïnd voor de tegemoetkoming van de instelling belast met de terugnameplicht van huisafval overeenkomstig artikel 13, § 1, 12° van het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor afvalbeheer: basisallocatie 01.01, programma 13, organisatieafdeling 15)	1.967	
CD	38 02 50	Diverse giften en legaten voor het Fonds voor Dierenwelzijn (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds voor Dierenwelzijn: basisallocatie 01.02, programma 03, organisatieafdeling 15)	0	
CD	49 01 10	Terugbetaling van voorschotten toegekend in het kader van Europese projecten en in verband met het door de EEG medefinancierde gedeelte (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de Bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	2.270	
<i>Totaal Organisatieafdeling 15</i>				66.463
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>				45.750

			<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 16</b>			
			<b>Ruimtelijke ordening, woning, erfgoed en energie</b>			
FU	26	03	10	Renten op terugvorderbare voorschotten en aandeel in exploitatiewinsten van bedrijven inzake algemeen energiebeleid	0	
FU	26	04	10	Rente op terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting	278	
CD	28	04	10	Rebributies inzake wegenbouwvergunningen	0	
FU	28	01	20	Uitgekeerde dividenden voortkomend uit het aandeel van het Gewest in het kapitaal van de erkende huisvestingsmaatschappijen	0	
FU	34	01	41	Winsttaandeel gestort aan het Gewest door de instelling die de verzekering tegen het risico van inkomensverlies dekt	150	
FU	36	04	90	Ontvangsten die voortvloeien uit de administratieve boetes bedoeld in artikel 13ter van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen alsook uit de sancties bedoeld in artikel 190, §3 van hetzelfde Wetboek (ontvangsten bestemd voor het Gewestelijk herhuisvestingsfonds: basisallocatie 01.01, programma 12, organisatieafdeling 16)	75	
FU	36	05	90	Ontvangsten die voortvloeien uit de administratieve boetes geïnd krachtens de artikelen 200bis en 200ter van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen	210	
FU	38	02	10	Opbrengst van verschillende boetes en rebributies verbonden met de organisatie van de elektriciteits- en gasmarkt die aan het Fonds toegekend zijn krachtens wettelijke, reglementaire of bij overeenkomst aangegane bepalingen met het oog op de financiering van de verplichtingen van openbare dienst in de elektriciteits- en gasmarkt (ontvangsten toegewezen aan het Energiefonds: basisallocatie 01.01, programma 31, organisatieafdeling 16)	15.000	
<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i>						15.713
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>						15.075
			<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17</b>			
			<b>Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid</b>			
PR	11	02	11	Terugbetalingen in verband met de overname van de bezoldigingen van het personeel van psychiatrische ziekenhuizen	0	
PR	39	04	10	Terugbetaling van de Europese medefinanciering	0	
<i>Totaal Organisatieafdeling 17</i>						0
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>						0
			<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 18</b>			
			<b>Ondernemingen, werk en onderzoek</b>			
MA	16	09	11	Consultatiecontracten	5	
MA	16	10	11	Verhuur van industriële gebouwen overeenkomstig artikel 42 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische	455	
MA	26	05	10	Renten voortvloeiend uit de toekenning van terugvorderbare voorschotten en obligatieleningen aan bedrijven in het kader van de ontwikkeling en herstructurering ervan	0	
MA	26	06	10	Rente op terugvorderbare voorschotten : Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	0	
MA	27	01	10	Aandeel in de exploitatiewinsten van openbare of privé bedrijven	0	
MA	31	05	32	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: uitbreiding, herstructurering en ontwikkeling van bedrijven, industrie- en tewerkstellingszones	0	
MA	31	06	32	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	80	
MA	31	07	32	Terugvordering van tewerkstellingspremies op grond van de wet van 4 augustus 1978 en het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering	2	
TI	36	01	90	Ontvangsten uit de aflevering van bercepskaarten	69	
MA	38	01	20	Bijdragen verbonden met de toekenning van gewestelijke waarborgen	0	
TI	38	10	00	(Nieuw) Ontvangsten uit de borgsommen dienstcheques	600	
MA	49	02	41	Bijkomende middelen toegekend door de federale overheid in het kader van de financiering van de sector sociale economie	0	
<i>Totaal Organisatieafdeling 18</i>						1.211
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>						0
<i>Totaal Sector III</i>						117.191
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>						93.719
<i>Totaal TITEL I</i>						11.081.905
<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>						191.462

		<b>TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN</b>			
		<b>Sector I – Fiscale ontvangsten</b>			
		<b>Algemene fiscale ontvangsten – Organisatieafdeling 19</b> <b>Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie</b>			
LA	56 02 50	Successierechten en rechten bij overdracht door overlijden		728.421	
					728.421
			<i>Totaal Organisatieafdeling 19</i>		0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		
					728.421
			<i>Totaal Sector I</i>		0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		
		<b>Sector II - Niet-fiscale algemene ontvangsten</b>			
		<b>Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 10</b>			
LA	06 01 00	Diverse opbrengsten		30	
LA	06 02 00	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen		140	
LA	73 01 10	Terugvordering van de kosten van de voor rekening van derden uitgevoerde werken en ontelingen		0	
LA	74 01 22	Starting van niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen van de Waalse Overheidsdienst die hun verrichtingen doen door middel van geldvoorschotten		500	
LA	76 01 12	Opbrengst van de verkoop van niet gebruikte grondinnemingen		1.000	
LA	76 01 32	Opbrengst van de verkoop van gebouwen.		750	
LA	76 02 32	Opbrengst van de verkoop van onroerende goederen die voortvloeien uit het onroerend beheer van Gebouwen en Vestigingen		0	
LA	77 01 20	Opbrengst van de verkoop van andere vermogensgoederen.		0	
LA	77 02 20	Opbrengst van de verkoop van niet langer gebruikte of buiten dienst gestelde duurzame roerende goederen		100	
					2.520
			<i>Totaal Organisatieafdeling 10</i>		0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		
					2.520
			<i>Totaal Sector II</i>		0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		
		<b>Sector III - Specifieke ontvangsten</b>			
		<b>Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 12</b> <b>Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie</b>			
LA	06 01 00	Ontvangsten die voortvloeien uit het energiebeheer onroerende goederen van de Waalse Overheidsdienst (Rntvangsten bestemd voor het Fonds voor Energiebeheer onroerende goederen: basisallocatie 01.01, programma 31, organisatieafdeling 12)		0	
LA	96 01 10	Renteveruschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986 -1987		2.721	
					2.721
			<i>Totaal Organisatieafdeling 12</i>		0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		
		<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 14</b> <b>Mobiliteit en waterwegen</b>			
CD	16 01 11	Uitzonderlijke ontvangsten inzake leerlingenvervoer		45	
CD	57 01 20	Terugbetaling door de SRWT van meerwaarden en van de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen		0	
CD	69 01 41	Tussenkomst van de Staat in de voor luchthavens en vliegvelden verwezenlijkte investeringen		0	
					45
			<i>Totaal Organisatieafdeling 14</i>		0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		
		<b>Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 15</b> <b>Landbouw, landelijke aangelegenheden en leefmilieu</b>			
RC	76 01 11	(Nieuw) Opbrengsten van de verkoop van domeiniale bossen		5.000	
RC	76 01 32	(Gewijzigd) Opbrengsten die voortvloeien uit de verkoop en de toewijzing van onroerende goederen (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds inzake landbouwgrondbeleid: basisallocatie 01.02, programma 12, organisatieafdeling 15)		302	
RC	86 01 70	(Gewijzigd) Opbrengsten die voortvloeien uit de invordering van de bedragen verschuldigd door de eigenaars, vruchtgebruikers en exploitanten aan het einde van de ruilverkavelingsverrichtingen of van de verrichtingen in verband met de landinrichting van de landeigendommen		647	
RC	86 02 70	(Gewijzigd) Opbrengsten voortkomend uit de terugvordering van de voorschotten toegekend voor technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling of landinrichting van de landeigendommen		600	
					6.549
			<i>Totaal Organisatieafdeling 15</i>		302
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		
		<b>Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 16</b> <b>Ruimtelijke ordening, woning, erfgoed en energie</b>			
FU	51 01 12	Terugbetaling van aan openbare en privé instellingen toegekende toelagen inzake huisvesting		0	
FU	53 01 10	Terugbetaling van aan particulieren verleende huisvestingstelemoetkomsten		0	
CD	76 01 12	Opbrengst van de doorverkoop van afgedankte industrieterreinen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de sanering van de Waalse Industriegebieden: basisallocatie 51.05, programma 03, organisatieafdeling 16)		100	
CD	76 02 12	Opbrengsten van de verkoop van de gronden van de suikerfabriek van Genepiën (ontvangsten voor het Saneringsfonds voor de te renoveren bedrijfsruimten en de sites voor de prioritaire landschappelijke sanering: basisallocatie 01.01, afdeling 16, programma 03)		2.500	
FU	76 02 32	Opbrengst van de verkoop van door de voormalige SDRW gebouwde woningen		0	
FU	86 01 10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting		453	
CD	87 01 20	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten verleend voor het slopen van gebouwen opgetrokken met overtreding van de bepalingen van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw		2	
FU	87 02 20	Terugbetaling van voorschotten in het kader van de Ecopackregeling (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de Ecopackregeling): basisallocatie 01.01, programma 41, organisatieafdeling 16		17.755	
					20.810
			<i>Totaal Organisatieafdeling 16</i>		
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		20.355

			0	
<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17</b>				
<b>Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid</b>				
PR	86	02 10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten toegekend aan psychiatrische ziekenhuizen	0
			<i>Totaal Organisatieafdeling 17</i>	0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	0
<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 18</b>				
<b>Ondernemingen, werk en onderzoek</b>				
MA	51	02 12	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: uitbreiding, herstructurering en ontwikkeling van bedrijven, industrie- en tewerkstellingszones	1.000
MA	51	03 12	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: Middenstand, K.M.O.'s, sociale economie	3.000
MA	86	03 10	Obrengst van overdracht van aandelen en terugbetaling van kredieten toegekend in het kader van de ontwikkeling en herstructurering van ondernemingen	0
MA	86	04 10	Terugvordering van voorschotten en retributies toegekend bij strategieovereenkomsten (voormalige "S.D.R.W." -"C.P.T.E.I.")	0
MA	86	05 10	Fonds voor industriële vernieuwing (ontvangsten bestemd voor het FRI : basisallocatie 51.07, programma 02, organisatieafdeling 18)	0
MA	86	03 70	Ontvangsten geïnd overeenkomstig het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië (ontvangsten bestemd voor het Onderzoeksfonds : basisallocatie 01.01, programma 34, organisatieafdeling 18)	19.000
			<i>Totaal Organisatieafdeling 18</i>	23.000
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	19.000
			<i>Totaal Sector III</i>	53.125
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	39.657
			<i>Totaal TITEL II</i>	784.066
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	39.657
<b>TITEL III - OPBRENGSTEN VAN LENINGEN</b>				
<b>Sector II - Niet-fiscale algemene ontvangsten</b>				
<b>Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 12</b>				
<b>Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie</b>				
LA	96	01 10	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in euro	0
LA	96	01 20	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in vreemde munt	0
			<i>Totaal Organisatieafdeling 12</i>	0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	0
			<i>Totaal Sector II</i>	0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	0
			<i>Totaal TITEL III</i>	0
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	0
			<i>ALGEMEEN TOTAAL</i>	11.865.971
			<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	231.119
<i>Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van decreet</i>				